



Ouvrages en vol.  
150 €

373. WEILL (Alexandre). - 1) Questions brûlantes. République et monarchie. 2<sup>e</sup> édition. Paris, Chez l'Auteur, 1848, 72 pp.. (suivi de). - 2) Au président. Étrennes politiques. Paris, Dentu, 1849, 67-(2) pp.. (suivi de). - 3) De l'hérédité du pouvoir. Paris, Dentu, 1849, 70 pp. ; soit 3 ouvrages en 1 vol. in-12 ; demi-basane de l'époque, dos orné. -Qq. rousseurs, coin de 1 f. écorné sans manque de papier.

150 €

Queen's  
University  
Libraries



**Special Coll.**

Kingston, Ontario, Canada



*122.*

# QUESTIONS BRULANTES.



RÉPUBLIQUE ET MONARCHIE.



Paris. — Imp. de J.-B. Gros, rue du Foin-St-Jacques, 18.



# QUESTIONS BRULANTES.



RÉPUBLIQUE ET MONARCHIE

PAR

ALEXANDRE WEILL.

---

2<sup>e</sup> ÉDITION.

---

PARIS,

CHEZ L'AUTEUR, 11, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ;

A LA LIBRAIRIE,

passage du Grand-Cerf (sous l'horloge),

Et chez tous les Libraires de France et de l'étranger.

---

1848.

ampoules

Acq 11.1848 W 445 t



## PRÉLUDE.

Elles sont brûlantes, en effet, les questions que j'agite dans ce petit livre, et en les agitant, mon but a été d'en faire jaillir des étincelles de vérité pour mettre à nu des mensonges et des erreurs.

Il faut des étoiles pour voir la nuit. Les tempêtes révolutionnaires transforment presque toujours les lumières d'un peuple en un immense incendie, brûlant de près, mais éclairant de loin. Par contre, les folies et les utopies d'une époque sont des farfadets qui, après la tempête, dansent, sautillent plus fort qu'à l'ordinaire, et qui s'élevant à une certaine hauteur, éblouissent, égarent les hommes et les mènent droit dans des marais, des ravins et des abîmes.

Il y a de tout cela dans la tempête de février. Elle a fait surgir des lueurs de vérités, à côté d'erreurs incendiaires; elle a soulevé les questions les plus fondamentales de la société. Plus que

jamais, on a besoin de lumières pour faire rentrer les farfadets dans leur source marécageuse ; plus que jamais il faut de l'esprit et du bon sens pour confondre la sottise et la suffisance ; plus que jamais, on cherche des raisons contre des moines ; plus que jamais enfin, il faut opposer à cette tempête qui gronde toujours, des harpes éoliennes, pour lui arracher des sons harmonieux et intelligibles.

C'est ce que j'ai essayé de faire.

Toutefois en traitant ces questions, je n'ai pas la prétention de les résoudre d'une manière absolue. Ce n'est pas là mon but. N'écrivant que pour des hommes de raison et de sens, je suis satisfait dès que mon esprit éveille le leur. La pensée est contagieuse ; elle se communique facilement à celui qui en a le tempérament et qui sait la compléter.

Le soleil ne fertilise que des terres fermes, susceptibles de culture. Donnant sur un sol mouvant, il en fait un désert sablonneux.

La vérité est comme le soleil. Elle féconde les esprits fermes et labourables, elle rétrécit les cœurs mobiles et stériles.

Encore ne suffit-il pas de dire des vérités.

Souvent la même chose, dite de manière différente, produit un effet tout à fait contraire. Témoin ce sultan qui, ayant rêvé avoir perdu toutes ses dents, excepté une, en demanda l'explication à ses interprètes.—Vous perdrez tous vos amis, lui répondirent ceux-ci.—Ils furent mis à mort. — Vous survivrez à tous vos amis, lui dit enfin le dernier. Celui-là seul resta en vie, et fut honoré de la confiance du maître. Il avait cependant dit la même chose.

Vivant dans une république où il n'y a pas mal d'apprentis sultans, cette anecdote m'a plus d'une fois servi de modèle.

La révolution de février est une révolution de vaincus sans vainqueurs. Nous sommes tous dans un vaisseau battu par les vagues, flottant au gré des vents, sans mâts, ni gouvernail, ni pilote. Il ne nous reste que la boussole de la raison, cette aiguille droite de la justice divine, qui, en même temps, nous indique le danger dans lequel nous nous trouvons et le port lointain dans lequel nous devons entrer.

Si nous faisons tous notre devoir ; si chacun

de nous donne toute la mesure de ses forces, de son courage et de son esprit ; si, en un mot, nous oublions nos petites passions, nos petites opinions et nos petites vanités pour tendre vers un seul but d'ordre et de justice, nous serons sauvés. Si, au contraire, nous ajoutons au chaos des éléments le désordre de nos idées ; si aux craquements du bâtiment, nous joignons les clameurs des importuns et les cris de désespoir des peureux, nous serons perdus et nous l'aurons mérité.

Dans l'histoire, il est des vainqueurs politiques, indignes de la victoire. Ils ne sont, la plupart du temps, que des instruments de la justice éternelle. Mais partout et toujours les vaincus ont mérité leur sort.

Si vous succombez, ce ne sera pas par la vertu des vainqueurs, mais par les vices des vaincus !

Un jour viendra où il n'y aura plus de vaincus, où tout les hommes auront de l'esprit, de la raison et de la vertu : Malheureusement bon nombre de nos républicains ne vivront pas assez longtemps.

ALEXANDRE WEILL.

## RÉPUBLIQUE ET MONARCHIE.



### I.

L'humanité n'est qu'un homme collectif, et la forme de n'importe quel gouvernement représente une phase de la vie de l'homme. Enfant, l'homme a besoin d'un père absolu et despote, qui guette sa vocation et lui donne un état. Adolescent, l'homme a un père constitutionnel qui règne, mais qui déjà ne gouverne plus. Arrivé à l'âge viril, le fils s'émancipe; le père gouverne à peine; il ne règne plus du tout. Vieillard et entrant dans la seconde enfance, le père, à son tour, a besoin d'un fils despote et absolu. Les deux extrêmes se touchent et se ressemblent, sinon dans la forme, du moins dans le fond.

Chez l'individu comme chez une nation, ces formes changent et se mêlangent selon le talent, les mœurs et les aptitudes particulières.

Or, comme chaque peuple forme un membre de l'humanité, comme tous sont solidaires les uns des autres, la République n'est possible que pour des nations viriles où chacun, grâce à son éducation et à son bien-être, est majeur et libre de ses actions ; où le Gouvernement est un contrat volontaire entre les gouvernants et les gouvernés ; où la raison l'emporte sur la force, la réflexion sur la passion ; où enfin les droits des uns consistent uniquement dans les devoirs des autres. La République, en effet, c'est l'idéal, la poésie, l'inspiration, l'idée préconçue, passée à l'état de raison, brillantée par la froide réflexion de la justice, du droit et de l'équité ; c'est l'esprit primesautier, tempéré par le bon sens ; c'est la hardiesse lancée et guidée par la prudence ; c'est le monde tournant sur son propre axe, prêt à tout instant à tomber, et soutenu toujours par l'aimant électrique du droit universel.

Dans une République où tout le monde est libre et roi, l'Etat gouverne, mais ne règne pas. En d'autres termes, l'Etat remplit le rôle d'un conseiller. Chef expérimenté, il montre le chemin à parcourir, délibère sur les affaires à entreprendre avec ses fils et ses co-associés, mais, par contre, les suit dans leurs entreprises les plus hardies, tout en les tempérant par la modération et la sagesse, souffre leurs caprices, s'égaie de leurs joies, s'enivre de leur bonheur, et danse même les jours des grandes réjouissances de famille.

Dans une République républicaine, les fonctions publiques, loin d'être recherchées comme un droit, doivent être imposées comme un devoir. Il est des hommes créés exclusivement pour gouverner. Ce sont les hommes de vertu, d'énergie et de talent. Ces fonctionnaires,

seront annoncés et leurs titres discutés publiquement avant leurs nominations.

Les fonctions doivent être rétribuées de manière qu'il faille une attraction, une passion naturelle pour les accepter et afin qu'elles ne puissent donner lieu ni à la cupidité ni à l'envie. Les têtes publiques sont comme les voitures publiques. Celles qui sont vides doivent céder la place à celles qui sont pleines.

Dans une République l'Etat est plutôt au-dessous qu'au-dessus des citoyens. Les chefs de l'Etat républicain avec leurs fonctionnaires officiels doivent céder le pas aux particuliers qui produisent, travaillent et forment la richesse sociale. Le luxe, les palais, les affaires, tout cela est l'apanage public des citoyens. La dignité, la simplicité, ce sont là les signes distinctifs des fonctionnaires. Le premier travailleur, fabricant, marchand venu doit être mieux logé que le président. Lui, élu par son mérite, distingué par sa dignité, entouré du respect universel, doit être, comme la loi, simple, sobre et à la portée de tout le monde.

Le citoyen seul est maître de ses caprices, sauf la justice et la fraternité. Dans une monarchie pure, les fonctionnaires ont besoin d'être relevés par le fracas de l'apparence, car souvent, loin de représenter le mérite personnel, ils ne sont que les serviteurs d'un parti dominant et n'ont que leur éclat pour toute raison d'être. Dans une République nette, au contraire, où les fonctions rétribuées ne doivent être qu'un titre de respect pour le talent, le mérite et l'honnêteté, elles ne peuvent se maintenir que par la simplicité et la tempérance. Plus une femme est belle par ses charmes personnels, plus sa mise doit être simple et sans apprêt.

Le luxe dans les fonctions républicaines, c'est du farai sur un visage de dix-huit ans. Rien n'est plus laid ; de plus, cela rend suspect et méprisable.

Dans une République, l'Etat, loin de monopoliser les industries et les affaires, doit se défaire de celles dont il a déjà le monopole. Quand tout le monde est déclaré digne d'être maître et libre, la tutelle de l'Etat est superflue et tyrannique. Tous les rêves socialistes qui tendent à centraliser l'industrie, le commerce et le travail dans les mains de l'Etat sont des crimes de lèse-République ; car ils supposent que cette société, qui aspire continuellement à l'affranchissement, est tombée dans la décadence, c'est-à-dire dans la vieillesse, n'étant plus capable d'agir et de se gouverner elle-même. Toute association doit être libre et spontanée. L'association forcée est de la tyrannie, de l'usurpation, un défi porté à la virilité de la nation.

Du moment qu'un gouvernement doit donner, non-seulement un état, mais encore du travail et du pain à ses enfants, ceux-ci sont ou mineurs ou de mauvais sujets. Dans l'un et l'autre cas l'Etat représente le père absolu, et la liberté des enfants est impossible. Ils n'en seraient pas dignes. Le socialisme, pour faire le bien, ne peut être qu'un despotisme éclairé, incompatible avec la liberté, l'exclusion absolue de la République.

Dans une République, il n'y a pas de classes. Tous les citoyens étant égaux devant la loi et inégaux devant la nature, doivent rivaliser de travail, de talent, de vertu et de patriotisme, afin de s'élever continuellement et de ne s'abaisser jamais.

La force, la beauté, la fortune, l'esprit, la vertu sont autant de jalons, de guides et de phares pour eu-



seigner aux citoyens la manière de devenir fort, beau, riche, intelligent et vertueux. Il ne peut y être question un instant de l'antagonisme entre le bourgeois et l'ouvrier, car tout ouvrier doit tendre à devenir bourgeois. Vouloir appauvrir les riches pour enrichir les pauvres, c'est tuer la poule pour avoir les œufs d'or. Vouloir exciter l'ouvrier contre le bourgeois, c'est enrôler des poussins pour abattre les coqs. Tout ouvrier est de la graine de bourgeois.

Dans une République il n'y a en réalité que deux classes d'hommes, ceux qui ont de la fortune et travaillent pour l'augmenter, et ceux qui travaillent pour en avoir. Quant à l'esprit, tout le monde croit en avoir assez, même dans une République.

Pour qu'une République digne de ce nom se maintienne, il faut que tous ces éléments de paix, de concorde et de bonheur progressif soient largement ébauchés dès la fondation. Vouloir établir la République dans le but d'en devenir digne, c'est vouloir créer une grammaire avant la langue, c'est sculpter une statue d'or avec une tête d'argile. Plusieurs peuples l'ont tenté. Aucun n'y a réussi. Jusqu'à présent la République n'a été qu'un mot échappé aux dieux. La République a toujours été l'idéal de l'avenir, le rêve de tous les grands esprits, la fiancée chérie de tous les grands cœurs, en un mot, le ciel descendu sur la terre.

Si les dieux avaient besoin d'un gouvernement, ils proclameraient la République avec une constitution ainsi conçue :

LES HOMMES SONT ABOLIS.

---

On a souvent demandé : pourquoi dans l'histoire du passé, la durée des républiques vis-à-vis de celle des monarchies est dans la proportion de cinq à cent ? De gros livres ont été écrits à ce sujet. Ce n'est cependant pas la faute des républiques. Seulement, dans une monarchie, il ne faut pas du tout les mêmes hommes que dans une république. Or, les hommes que la République exige sont si rares, que vis-à-vis de ceux qui répondent aux exigences des monarchies, ils tiennent à peu près la proportion de cinq contre cent.

Voici pourquoi :

Un monarque si faible, si médiocre qu'il soit, représente le principe de l'ordre. Un roi n'a pas besoin de représenter un homme, c'est un drapeau. L'homme

donc qui gouverne n'a qu'à marcher avec l'esprit du temps vers la liberté pour se maintenir. La route, même sans être tracée, se trouve en terre ferme. Il y a un point d'appui.

Peu importe qu'on avance avec la vitesse d'une diligence ou d'une locomotive, pourvu qu'on marche et pourvu qu'avec cette dernière on avance sur des rails fixes et avec un frein. Le danger dans une monarchie ne commence que du moment où l'on ne marche plus du tout. Ce danger augmente quand, au lieu d'avancer, on veut reculer.

Il n'en est pas de même dans une République où la route même est mobile. Pascal appelle la mer un chemin qui marche. Cette expression s'adapte admirablement au chemin de la République qui est la liberté en fusion. Avant toute chose il faut trouver un point d'appui, une ancre. En outre, il faut un navire en bon état, une boussole, un équipage qui obéisse passivement à un signal donné.

Dans une monarchie il ne faut presque qu'un bon postillon ou un simple mécanicien conducteur.

Dans une république, il faut un capitaine expérimenté, qui non-seulement sache où il tend, mais qui, à chaque instant, puisse savoir où il est. Connaisant tous les éléments, prêt à tout instant à braver les tempêtes, il faut qu'il se fasse obéir tant par la fermeté de son caractère que par la supériorité de sa science.

De là vient que pour l'individu il y a plus de liberté réelle dans une monarchie que dans une république, absolument comme le voyageur à terre est plus libre

que le passager sur un navire. Rarement le premier se dérange de son rôle passif, souvent le second est forcé de remplir l'office de matelot.

En cas de danger, le premier se sauve facilement. Pour le second, il n'y a pas de salut individuel. Il faut qu'il pompe avec les matelots, qu'il fasse le coup de feu avec l'équipage; et, s'il se sauve à la nage, il risque d'être dévoré par un requin, ou de trouver la mort dans un port hostile et désert.

En dernier lieu, le sort du passager est intimement lié au navire qui le porte, tandis que le voyageur à terre ferme est beaucoup moins solidaire de son véhicule. Quand le premier périt, le vaisseau qui l'a porté, craque de tous les côtés. Le second se blesse et meurt, tombe avec la voiture, sans que celle-ci soit trop endommagée.

L'histoire prouve que les monarchies ont supporté les guerres les plus atroces sans périr. Jamais république n'a survécu à une guerre prolongée, n'importe de quel genre. Quand cette guerre éclate, la république elle-même s'ébranle par des craquements continuels, jusqu'à ce qu'elle s'affaisse ou disparaisse.

Ah ! me dira t-on, quels sont donc les hommes qu'il faudrait ?

Ceux possédant les qualités que nous avons vues réussir dans les grands mouvements du passé. Ni plus, ni moins.

On croit, en général, que les hommes forts sont ceux qui osent tout. Que de fois on a cité les paroles juvéniles de Danton : De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace ! A quoi cette triple audace l'a-t-elle con-

duit, lui, ses amis et ses ennemis ? à la guillotine. Il n'y a que les hommes faibles qui osent tout sans s'occuper du lendemain. L'homme fort n'entreprend que ce dont il peut assurer le succès. L'homme fort se possède soi-même. Il connaît ses forces, en calcule l'importance ; il tient compte du temps et des circonstances ; en un mot, il joint toujours la prudence de l'exécution à la hardiesse de l'idée.

Il y a dans les premiers rangs de l'histoire deux sortes d'hommes.

Les uns, doués d'une imagination bouillante, ont de vagues lueurs de l'avenir, sans jamais pouvoir s'en rendre un compte exact, car cette imagination même obscurcit continuellement la raison, qui seule exécute et arrive à des résultats pratiques.

Ces hommes-là sont d'éternels adolescents. Ils n'arrivent jamais à l'âge viril.

Les autres, moins bouillants d'imagination, subordonnent celle-ci à la raison, et lui donnent à l'instant une forme pratique et plastique.

Ce sont les grands artistes de l'humanité. Chez eux, toute idée devient palpable, toute conception devient fait.

Les premiers, malgré leur génie, dès qu'ils se mettent à l'œuvre, ne produisent que le mal.

Les autres, au contraire, souvent avec moins de verve, arrivent toujours au but, et produisent toujours le bien.

En général, l'homme tend toujours vers le bien. Personne n'est méchant d'instinct. L'idée primitive qui vient de Dieu est toujours bonne.

Seulement, quand cette idée, qui est l'imagination, est dominée par la raison, quand en elle Dieu se fait homme, en calculant le temps et la mesure de ses forces, elle produit le bien.

Quand, au contraire, l'idée domine la raison et fait violence au temps et aux circonstances, elle produit toujours le mal.

L'arsenic est un médicament. C'en'est pas un poison. C'est une question de quantité.

La cigüe, qui tue l'homme, donne d'excellent lait de chèvre. C'est une question de transformation.

L'huître devient perle. C'est une question de temps.

Il en est de même de la liberté, de la fraternité et de l'humanité. Je ne cite pas l'égalité, qui n'est pas une idée, mais un non-sens réprouvé par la nature.

Dans toute l'histoire, les hommes se sont presque toujours égorgés au nom de la fraternité; ils se sont détroussés au nom de la communauté, et se sont toujours subjugués au nom de la liberté.

Tout d'abord cela prouve que même pour faire le mal, il faut l'apparence du bien : le mal, au nom du mal, serait impossible.

Mais d'ordinaire, ces maux arrivent quand des hommes dépourvus de raison, vrais sauvages de l'idée, sont mis à la tête de la société. Depuis la création du monde, l'humanité est troublée par ces hommes soi-disant forts, qui, semblables au géant Polyphème, n'ont qu'un œil et ne voient jamais que la moitié d'une chose.

Dès le commencement, la chute de l'homme vient

parce qu'il veut tout d'un coup cueillir le fruit de l'arbre de la science et de la vie, c'est-à-dire la fin avec le commencement.

Plus tard, l'imagination sans raison veut escalader le ciel. Cette légende se trouve chez tous les peuples. La tour de Babel a été construite au nom de la liberté et de la fraternité.

L'humanité est une monarchie sociale marchant de l'ordre à la liberté, mais non une république marchant de la liberté à l'ordre.

L'excès de l'ordre est le despotisme. L'excès de la liberté est l'anarchie. Or, l'anarchie, qui est le chaos, est le plus méprisable des maux, car elle repose sur la faiblesse et la lâcheté. Le despotisme, au contraire, même comme mal, est moins odieux, car il repose sur la force. C'est par cette même raison que les vices des femmes sont plus répréhensibles que ceux des hommes. Les premiers prouvent de la faiblesse, les autres témoignent toujours d'une certaine force.

Les républiques périssent pour ne pas tendre vers l'ordre au nom de la liberté. Les monarchies succombent quand elles ne marchent pas vers la liberté au nom de l'ordre. Or, s'il est facile de marcher vers la liberté par l'ordre, il est, par contre, très-difficile de retourner vers l'ordre en partant d'une liberté conquise par la violence. D'ordinaire, on n'y tend que par bonds et par sauts, de manière qu'on passe par-dessus l'ordre pour s'arrêter au despotisme. De même un homme, sur le point d'être brûlé par un incendie, sauterait sans hésiter dans la mer, même sans savoir nager, au risque de s'y noyer.

Tout, du reste, dépend des hommes. Le principe,

si fort qu'il soit, est dominé par l'homme. La plus belle idée périt dans les mains d'un homme médiocre, de même qu'une conception modeste produit les meilleurs résultats quand elle est confiée à un homme fort. Tout, dans l'histoire, se fait et se défait, selon les qualités des hommes qui en sont chargés. Si, au lieu de Moïse, le révolutionnaire Korah s'était chargé de la délivrance des Juifs, ils seraient encore en Egypte.

Si, à la place de Robespierre et de Danton, il y eût eu en France des hommes comme Franklin et Washington, la République se serait peut-être pliée en 1790 aux mœurs et à l'esprit du peuple français.

C'est qu'il est beaucoup plus facile d'être un homme de principes qu'un homme d'ordre. Le principe, l'esprit de liberté se prend et se donne, l'esprit d'ordre est inné. C'est l'esprit divin. Celui qui ne l'a pas en naissant, ne l'aura jamais. L'économie qui s'apprend, n'est pas encore l'ordre. Celui-ci, en même temps qu'il crée, voit les dangers et les obstacles, les dompte ou les évite. Avant de créer le monde, Dieu fit la lumière. L'homme d'ordre, qui est un morceau de Dieu, procède de la même manière. Il n'entreprend rien au hasard et ne se fie jamais à ceux qui osent tout. L'âne seul aime à marcher sur le bord des abîmes. Même s'il ne glisse pas, il y jette souvent ceux qui s'y fient. Le coq, au contraire, symbole du bon sens, voit en même temps le héron dans l'air et le vermisseau à terre qui lui sert de nourriture. L'homme d'ordre a l'instinct du succès, et c'est pourquoi jamais le succès ne l'enivre, car il l'a prévu. L'homme d'ordre a encore l'instinct du danger, mais il ne s'en effraie qu'après l'avoir vaincu.



Le peureux s'effraie *avant* le danger ; le poltron *pendant*, et le courageux *après*.

Les hommes d'ordre sont rares partout : ils traversent le monde ou inconnus ou méconnus.

Dans les hommes comme dans les métaux, ce n'est pas le brillant de la couleur qui en détermine la vraie valeur, mais la simplicité, la transparence et la solidité, trois qualités que possède le diamant, trois qualités nécessaires au grand homme d'Etat.

Or, quand tout le monde brille par une fausse apparence ; quand partout le cliquetis de la parole fait scintiller l'esprit et lui donne mille couleurs attrayantes, chatoyantes, éblouissantes, il est extrêmement difficile de distinguer l'idée qui entreprend, avec le bon sens modeste qui exécute. Le peuple français, surtout, préfère la flamme qui brille au feu qui réchauffe, l'esprit qui pétille à la raison qui soutient.

Il est plus facile de trouver une bonne perle dans un tas de cailloux que dans un tas de fausses perles.

---

### III.

En temps de révolution, où la raison a la fièvre et l'esprit une extinction de voix, on n'entend parler et l'on ne voit agir qu'au nom des principes. Il n'est pas de sottise, de violence, d'absurdité qui ne trouve son appui, ne fût-ce qu'une béquille, dans un principe. Les principes sont partout, les idées nulle part.

Au premier abord on serait tenté de conclure qu'il y a abondance de principes et rareté d'idées ; que par conséquent les principes à bon marché sont à la portée de tout le monde et que les idées chères ne vont qu'aux riches d'intelligence et d'esprit ; mais cela ne prouve rien au fond contre les principes ; car il y a des choses abondantes qui valent autant, plus même que certaines choses rares. Il est donc important, surtout en temps de charlatanisme révolutionnaire, de démasquer le principe, ce vil courtisan qui

se donne au premier venu, ce compagnon volontaire des gueux d'esprit, et de réhabiliter l'idée, muse chaste et virginale qui ne sourit qu'à des élus de cœur et d'intelligence.

Allons d'abord à l'origine des mots. Principe, qui vient du latin, veut dire : *Commencement, origine*. Idée, venant du grec, veut dire : *Vue, inspiration*. Le mot principe comme abstraction, n'existe pas en grec, cette langue des esprits.

Il n'est rien de mauvais, de stupide, d'odieux, qui n'ait son principe, c'est-à-dire son origine.

Mais, pour l'idée, il faut qu'elle vienne d'en haut, qu'elle soit inspirée. Or, le bien seul est inspiré, le mal s'apprend par les hommes.

Le principe donc est humain, l'idée est divine.

Le principe s'emprunte et se prête ; l'idée est innée.

Le principe, c'est l'habit ; l'idée, c'est la peau.

Le principe s'adapte à toutes les tailles, à toutes les difformités, à tous les sots.

L'idée ne va qu'à celui pour lequel et avec lequel elle a été créée.

Le principe est de tous les pays, de toutes les modes, de toutes les saisons.

L'idée est patriote. Elle tient au sol et à l'homme.

Le principe est une barre de fer. C'est ou une grille ou une borne pour empêcher l'idée de passer. Quand il se met à l'œuvre, c'est pour détruire, pour arracher le pavé et en faire des barricades.

L'idée est forte aussi, mais elle est au principe ce qu'est l'or au fer. Jamais elle ne détruit, souvent elle cherche à embellir la vie par le luxe, l'élégance et l'éclat.

Rien de plus stérile qu'un soi-disant homme à principes absolus. D'ordinaire, c'est un homme, qui n'ayant ni talent, ni cœur, ni esprit, se targue d'un principe emprunté pour paraître quelque chose. Le premier principe d'une femme maigre et laide, c'est la ouate et le fard.

Quand un homme se vante d'être républicain absolu par principe, soyez sûr que cet homme n'a pris l'habit républicain que parce que sans lui il ne serait rien du tout. Ce principe alors devient un état dont l'apprentissage se fait dans les sociétés secrètes et le compagnonnage dans les prisons de Doullens, Saint-Michel et Vincennes.

Un roi disant qu'il est royaliste par principe, est tout aussi logique qu'un gueux prétendant qu'il a des principes communistes.

Les oripeaux royaux et les haillons communistes se prennent les uns et les autres par principe, c'est-à-dire par intérêt, par position et par instinct.

L'homme à idées veut partout les choses. L'homme à principes ne tient qu'aux mots.

Le principe ne parle que de ses droits.

L'idée commence toujours par les devoirs.

Quand un roi est libéral et qu'il crée des institutions vraiment démocratiques, ce n'est pas un homme à principes, mais un homme d'esprit et d'idées.

Quand un homme pauvre, un véritable travailleur, est socialiste dans le sens d'augmenter la fortune des pauvres, non pas aux dépens des riches, mais aux dépens de la misère et de l'ignorance, soyez sûr que cet homme a des idées et du bon sens inné qui le mettent forcément et malgré lui au-dessus de sa position.

Que ce pauvre déblatère contre les riches, au nom d'un soi-disant principe, ce n'est qu'un orfèvre qui s'appelle Josse, mais qui est fainéant.

Henri IV, Frédéric-le-Grand, sont des rois à idées, des hommes d'esprit.

Néron, très-populaire comme prince royal ; Louis XI, Charles IX, sont des rois à principes.

Mirabeau, Lafayette, Lameth, déchirant leurs titres de noblesse, ont des idées.

Marat n'a qu'un principe.

Condorcet, Laplace, Chénier, Camille Desmoulins sont des hommes d'idées et d'esprit.

Robespierre, Saint-Just, Couthon, etc. , sont des hommes de principes.

C'est Robespierre qui a dit : « Périssent les colonies, pourvu que le principe soit sauf. » Absolument comme Barbès dirait : « Périsse la France, et vive la République démocratique et sociale ! »

Sur la terre, il n'est pas d'homme qui ait tant abusé du principe que Robespierre.

Il y a encore plus d'une leçon à tirer de cet homme.

Le propre d'un principe exclusif, c'est qu'il est toujours emprunté par un pauvre à un riche.

Figurez-vous un homme nu qui trouve un magasin de draps, dont il n'emporte à la hâte qu'une pièce rouge. Il s'en fait un pantalon rouge, une jaquette rouge, un bonnet rouge, des bas rouges, et jusqu'aux souliers rouges. Que cet homme, vivant quelque temps dans l'isolement et dans l'obscurité, arrive tout d'un coup au pouvoir, son premier décret sera probablement ainsi conçu :

*Au nom du principe.*

Art. 1<sup>er</sup>. Tout le monde portera du rouge.

Art. 2. Quiconque portera un habit d'une autre couleur, sera condamné à mort.

Ce n'est, hélas ! pas une plaisanterie. Ce sont là les décrets et les lois des hommes à principes ; ils ne connaissent et n'admettent que ceux qui leur ressemblent ou qui font semblant de leur ressembler. Ils n'ont qu'un principe, celui qu'ils ont pris à un autre.

L'homme d'idées, au contraire, a plusieurs habits, plusieurs costumes, ou du moins il les connaît, les admet tous. Peu lui importe, s'il est au pouvoir, la couleur, l'habit qu'on porte. Cela ne l'empêche pas d'en inventer de nouveaux, plus beaux, plus riches et plus élégants. Comme Frédéric-le-Grand, laissant vivre tout le monde à sa façon, selon ses idées et sa religion, il prendra seulement soin que les uns ne vivent pas aux dépens des autres, que les droits de tous soient garantis et que tous fassent leur devoir. En un mot, il fera le bien partout et ne fera le mal nulle part.

Robespierre n'avait pas d'esprit, et il subordonnait

es quelques idées à son principe emprunté à Rousseau.

Or, Rousseau était un millionnaire d'idées. A la place de Robespierre, loin d'être exclusif, il aurait subordonné ce principe à l'esprit. S'il avait fait comme Robespierre, tout Rousseau qu'il était, il aurait péri, ou il se serait annihilé.

Car le principe exclut, l'idée assimile.

On peut bien régner quelque temps par l'exclusion, mais on ne gouverne que par l'assimilation.

Le principe se pétrifie dans le dogme. Le dogme commence par l'inquisition, l'assassinat, et finit par le suicide.

*Malheur aux vainqueurs!* C'est la fin du dogme et du principe absolu.

Et d'abord il y a une bonne raison contre le principe absolu : c'est qu'il n'y en a pas.

Car il se confond toujours avec l'extrême contraire.

La liberté absolue est la même chose que le pouvoir absolu.

L'une est l'anarchie, l'autre est le despotisme.

L'anarchie produit le despotisme, comme le despotisme produit l'anarchie.

République démocratique ou monarchique, monarchie héréditaire, monarchie élective, monarchie républicaine, le but doit toujours être d'allier l'ordre avec la liberté, les devoirs avec les droits.

Du moment qu'on s'arrête à une forme absolue, le but est manqué. On aura toujours la liberté sans or-

dre, ou l'ordre sans liberté, les devoirs sans droits ou les droits sans devoirs.

L'idée doit toujours dominer la forme. Le principe, c'est la forme, rien de plus.

Prenons un exemple dans la vie vulgaire. Le bon sens, les mœurs veulent que tout le monde soit habillé dans la rue. Est-ce à dire qu'on s'habille en hiver comme en été? L'hiver et l'été même ne peuvent servir de principe, car il y a des saisons intérieures et mixtes.

Il en est de même des nations. Tel peuple mal instruit et de mœurs froides a besoin d'un gouvernement d'hiver.

Tel autre, chaud, transpirant et d'un caractère orageux, a besoin d'une république d'été.

Tel autre encore, peuple mixte, moitié aristocrate, moitié démocrate, exige un gouvernement équinoxial, c'est-à-dire constitutionnel.

Il n'y a de peuple absolu que les sauvages et les anges. Vouloir établir des principes absolus, c'est décréter qu'il fera tous les jours beau ou mauvais.

Il faut vouloir les choses et laisser de côté les mots; il faut s'attacher aux faits et mettre à part les personnes.

Il faut établir le progrès avant de songer à établir la République. La République est le but, elle n'est pas le moyen.

On ne donne pas Platon aux enfants pour leur apprendre à lire.



Le plus grand reproche que les hommes de principes font aux hommes d'esprit, c'est qu'ils changent d'opinion. Autant reprocher à la boussole qu'elle change de direction.

La boussole montre l'écueil et le chemin. Il en est de même de l'esprit.

Sous une monarchie, il montre le chemin de la liberté et combat pour elle.

Dans une république, il indique le chemin de l'ordre et y marche le premier, au risque de mourir à la peine.

Ce n'est pas l'esprit qui a changé, mais le temps et la circonstance. Absolument comme la rose des vents qui après un orage saute de l'est à l'ouest.

Le principe, au contraire, le dogme, c'est le cheval aveugle qui tourne une machine. Que celle-ci ait quelque chose à moudre ou non, il tourne toujours, au risque que la machine s'enflamme, se consume elle, le cheval, la maison et la ville.

On m'a souvent demandé pourquoi je suis moins républicain sous la République que sous la monarchie.

Voici ma réponse :

Le prince de Conti, qui était laid, écrivit à sa femme : « Madame, je pars pour Metz ; ne me trompez pas pendant mon absence. »

« Monsieur, lui répondit-elle, soyez tranquille, je n'en ai l'envie que quand je vous vois. »

La République était toujours mon idéal, ma fiancée céleste. Un jour, on me dit qu'elle était arrivée, qu'il était temps de me marier. Je vais, je cours, je vole

au-devant d'elle. Déception ! A la place de mon idéal, je ne trouve qu'une petite prude maigre, laide, et, par-dessus tout, entêtée et méchante. J'hésite. Mais voilà les frères, les beaux-frères, toute la famille, qui veulent aller à la noce à tout prix. Soit, je lui serai fidèle, mais à une condition, qu'elle parte ou qu'elle me laisse partir.

Heureusement ce n'est pas la vraie liberté qui nous est venue. Celle-ci est encore en route. Je l'attends.

Jusqu'à ce qu'elle arrive, je resterai célibataire.



#### IV.

L'histoire, le temps, c'est Dieu qui marche !

Cette marche toutefois n'est pas régulière. Dès le premier pas il y a lutte. Chaque minute enfantée par le temps est précédée et suivie de douleurs. A tout instant la violence, principe de négation, se dresse devant et derrière le temps, soit pour l'arrêter, soit pour le pousser hors de sa voie organique. A tout instant la lumière qui guide l'humanité est obscurcie par des révolutions, ces réminiscences du chaos.

Toute révolution, loin d'être l'œuvre de Dieu, n'est qu'un mal produit par l'ignorance et l'orgueil des hommes. Toute révolution, loin de favoriser le progrès, le tue ou du moins le recule pour quelque temps. Toute révolution enfin est une perte de temps.

D'ordinaire, les révolutions viennent parce que les hommes qu'elles renversent, ne marchent pas avec le

temps, c'est-à-dire avec Dieu. C'est un premier mal. Et à l'instant ce mal en produit un second. A peine le temps a-t-il dit à ceux qui veulent l'arrêter : *Il est trop tard !* qu'il est forcé de crier à ceux qui croient pouvoir le pousser en avant : *Il est trop tôt !*

Les grands héros de l'histoire ont été des hommes, qui, réunissant en eux les idées du temps, ont couvé dans le présent l'œuf du passé pour en faire sortir l'avenir.

Ces hommes-là ont tous réussi. Etant pour ainsi dire gros du progrès pratique, ils ont toujours été garantis contre les fléaux révolutionnaires, comme la femme enceinte d'un enfant sain, est garantie par sa grossesse même contre les épidémies physiques.

Les hommes faibles de l'histoire, ce sont les révolutionnaires, les violents de la résistance et du mouvement. Ils ont le vertige. Croyant que tout tourne autour d'eux, les uns gesticulent pour pousser en avant, les autres font des mouvements en arrière. La vérité est que tout marche et qu'eux seuls ne bougent pas.

L'homme de la résistance veut quelquefois le bien, mais il fait le mal !

L'homme violent du mouvement est souvent doué d'énergie et de talent. Il fait bien le mal !

Ni l'un ni l'autre ne savent ce que le peuple avec son bon sens appelle : profiter du temps.

Profiter du temps, c'est faire le bien et le faire bien.

Tout crime, tout vice, tout mal n'est au fond qu'une perte de temps.

L'homme qui a mal vécu, n'importe de quelle manière, a perdu son temps.

La nation qui, au lieu de travailler, d'augmenter ses richesses et sa sagesse, s'épuise en guerres, révolutions et discours, perd son temps.

Le beau, a dit un sage grec, c'est le plus grand nombre d'idées dans le plus court espace de temps.

Depuis que l'humanité existe, elle ne tend qu'à un seul but : gagner du temps et rapprocher les espaces.

En quoi un homme sans éducation se distingue-t-il d'un homme instruit ?

Il faut qu'on répète une chose trois fois au premier, tandis qu'un mot, qu'un signe suffit pour le second. Toute la différence est dans le bénéfice du temps.

Il faut cinquante ans pour faire passer dans la masse une vérité qu'un homme d'esprit comprend en cinquante secondes.

Il est encore des sots lettrés auxquels il faut répéter jusqu'à six fois que le commerce et l'industrie sont deux éléments des plus puissants du progrès humain. Par le commerce, les différentes parties du monde ne font plus qu'un seul pays. Par la vapeur, Paris et Berlin ne sont plus éloignés l'un de l'autre que de trente lieues. C'est le commerce qui a inventé la navigation, se servant de la mer qui sépare les nations, pour les unir plus étroitement. C'est l'industrie et la mécanique qui ont inventé la vapeur, le ballon, les chemins de fer.

Seules les révolutions n'ont rien inventé. C'est tou-

jours la même chanson. La première révolution a débuté par un exil. C'est Adam chassé du paradis.

Ces révolutions, toutefois, ont été plus fréquentes dans les premiers temps, c'est-à-dire dans la jeunesse de l'humanité. Jeune, l'humanité comme l'homme gaspille son temps. On croit d'ordinaire que le jeune poète crée. Erreur ! Comme l'humanité dans son début, il entrevoit bien un idéal ; mais, en général, la jeunesse tend plutôt à être *illuminée* qu'à être *éclairée*. Pour elle, les yeux, loin d'être un instrument d'observation, ne sont qu'un objet d'attraction, semblables aux yeux diaprés des ailes du papillon et sur la queue du paon. Quand bien même elle s'éclaire, c'est comme les vaisseaux de guerre pendant la nuit pour s'éviter ou pour s'attaquer. L'homme n'est vraiment *soi* et ne crée vraiment le bien que dans l'âge mûr, où les idées bouillonnantes de l'imagination ont pris un type plastique dans le moule de la raison.

Il faut que l'organisation de l'homme ait pris tout son développement nécessaire à la santé physique, pour que la raison, cette santé de l'âme, soit féconde. Le corps et l'âme sont deux roues mues par le même engrenage. Il en est de même de l'humanité.

Les premiers grands hommes de l'histoire n'étaient pas individuellement plus grands que ceux qui les ont suivis. Ils n'étaient pas plus *éclairés*, mais plus *illustrés*. La lumière se voit très-loin dans la nuit. A mesure qu'on avance vers le crépuscule, elle pâlit, bien qu'elle soit la même.

Dès son début, l'humanité dans la personne de quelques hommes poursuit son idéal de liberté et d'ordre. En marchant, le temps tend à transformer cette mi-

norité en majorité par des transitions continuelles et permanentes. En marchant enfin, le temps double, triple, centuple sa force et sa vitesse. Il n'est arrêté dans cette course divine que par la violence des révolutions.

En effet, toute révolution, même la plus légitime, est un temps d'arrêt, car elle bouleverse les éléments organiques de l'ordre et les enterre pour longtemps sous les décombres de ses ruines. Si expérimenté que soit un pilote, que le vent lui soit favorable ou non, il n'avance pas, si, au lieu de naviguer, il est forcé de perdre son temps en pleine mer ou dans un port, à radoub son navire, à changer de voiles et de matelots, ou bien encore à pomper jour et nuit pour ne pas sombrer. Les révolutions ne peuvent être indifférentes qu'à des peuples paresseux, légers et volages, n'ayant plus rien à perdre que le temps.

Ah ! dira-t-on, les révolutions ne sont pas faites pour le présent, mais pour l'avenir ! Mensonge !

Si nécessaires qu'elles soient, elles n'arrivent que parce que les hommes n'ont pas su marcher avec le temps. C'est déjà un immense malheur. Eh bien ! tout ce que l'avenir peut réparer, c'est de revenir, après beaucoup de marches et de contre-marches, au point d'où l'on aurait dû partir. Parce que les hommes n'ont pas su se mettre au pas du temps, le temps, après les avoir renversés, n'en marche pas plus vite.

On a dit que la révolution de février était à la fois un progrès politique et social. Où est ce progrès ? Si, avant le 24 février, il y a eu dix riches et vingt pauvres, y a-t-il maintenant vingt riches et dix pauvres ? Au contraire, il n'y a que dix pauvres de plus. Croit-on

maintenant que nos enfants et arrière-petits-enfants en seront d'autant plus riches ? Mais il nous faudrait dix années de paix et d'ordre pour revenir à l'état de prospérité où nous étions avant la révolution. Ce n'est qu'après être arrivés à ce point qu'il serait seulement à propos de discuter les grandes questions du travail et d'association.

Dans l'état actuel, nous ressemblons quelque peu à la fille au pot au lait. Pendant un mois entier, nous faisons des rêves et des lois en faveur du travail et de l'ordre ; nous nous multiplions, nous nous enrichissons, toujours en nous promenant vers le marché au travail. Part un coup de fusil, et tous nos rêves disparaissent, et l'œuf du travail se répand en sang dans les rues, et la chose est à recommencer.

Depuis cinquante ans, la France fait, défait, refait et redéfait la même chose.

Depuis cinquante ans, la France fait un travail de Sisyphe.

Car depuis cinquante ans, la France n'est ni monarchique, ni républicaine, ni constitutionnelle ; elle est révolutionnaire.

A peine le temps a-t-il cicatrisé les blessures d'une révolution, à peine est-il revenu à son point de départ, que les révolutionnaires de la résistance le jettent dans les bras des révolutionnaires du mouvement. On dirait les sorcières de Macbeth qui se transforment en sages-femmes pour jouer aux billes avec les enfants nouveau-nés.

Il serait trop long d'énumérer toutes les fautes des hommes du pouvoir sous lesquels, depuis cin



quante ans, ces révolutions ont eu lieu. A la violence de la résistance, suit toujours la violence du mouvement.

Il ne suffit pas d'avoir une république, il faut encore des hommes de pouvoir et de progrès pacifique, c'est-à-dire des hommes qui ne soient ni en avant ni en arrière du temps.

Il ne suffit pas, comme l'on dit communément, d'un lièvre pour faire un civet, il faut encore un bon cuisinier.

La commotion de février est-elle la dernière oscillation de la France révolutionnaire? La France, cette âme politique en peine, a-t-elle enfin trouvé sa forme, son corps? Un proche avenir nous le dira.

On a reproché bien des défauts à la France, mais il faut convenir qu'elle n'a pas celui d'être curieuse.

Depuis cinquante ans, elle ne s'est jamais sérieusement demandé ce qu'elle est.

Depuis cinquante ans, la France ressemble à une jeune fille belle, grande, pure et forte, qui met du rouge et du blanc, qui tour à tour se poudre à l'anglaise, se parfume à la grecque, qui, en un mot, se donne toutes les peines du monde pour plaire moins, ou, ce qui pis est, pour déplaire.

Il lui serait si facile cependant de plaire! Elle n'aurait qu'à paraître comme elle est; elle n'aurait qu'à porter l'habit de sa taille!

Pour que les nations soient immortelles et grandes, il faut qu'à un jour donné elles puissent répondre, comme Jéhovah à Moïse : *Je serai toujours ce que je suis.*

## V.

La raison n'a pas été nécessaire à l'homme pour choisir entre un bien et un mal distincts et isolés l'un de l'autre. L'instinct y suffit.

Dieu a donné la raison à l'homme, son représentant sur la terre, pour qu'en toute chose il discerne le mal dans le bien même, car le mal se trouve partout à côté du bien. Il n'est aucun bien dans la vie qui ne dégénère en mal par l'abus, l'excès, le manque d'application et d'organisation.

L'abus de la lumière, c'est l'incendie.

L'abus de la religion, c'est le fanatisme.

La jalousie est l'abus de l'amour.

L'arme meurtrière est l'abus du fer, si utile à la société.

La philosophie a son abus, qui est le doute, et l'abus de la parole s'appelle : calomnie, injure, sottise et ennui.

Rien donc n'est absolu sur la terre, ni le bien, ni le mal. Dieu seul est le bien absolu. Encore y a-t-il le diable, espèce de dieu en mal. Il s'agit en tout de tracer par la raison une ligne de démarcation. Toute loi générale qui reste en deçà ou qui va au-delà de cette ligne, est une loi incomplète et fausse. Toute loi qui condamne une chose au lieu d'en discerner le bien du mal, est impie et injuste, car, si tout bien peut dégénérer en mal, il n'y a nulle part un mal absolu.

Il serait honteux de demander si la liberté de la presse est un mal ou un bien ; c'est comme si l'on demandait si la lumière est un bien. Mais, comme la lumière, la presse a ses abus. Comme toutes les libertés, la liberté de la presse consiste dans l'échange des devoirs contre les droits. Plus on est libre, plus il faut être sévère envers soi-même, car celui-là seul est vraiment libre, qui n'est esclave ni de ses préjugés ni de ses passions. Celui-là seul est fort qui se possède soi-même.

Que penser d'un propriétaire qui crie contre le feu et demande l'abolition ou du moins la diminution des lumières, parce qu'il a perdu plusieurs maisons remplies de matières combustibles, dans un incendie occasionné par une lumière et poussé par le vent ?

Que dire d'un médecin qui ordonne à son client de se boucher les narines, de peur qu'il ne s'enrhume ?

Que dire enfin d'un homme qui, craignant d'être empoisonné, préfère ne pas manger du tout ou s'astreindre à une seule nourriture ?

Il en est de même de la presse. Parce qu'elle a servi d'allumette chimique, de torche même à l'in-

cendie des esprits de juin, incendie favorisé par des monceaux de matières inflammables, et poussé par le vent des barricades de février, il ne s'ensuit pas qu'il faille la condamner, la museler, la restreindre, l'anéantir enfin; car, dans ce cas, le remède serait pire que le mal.

Et d'abord toute mesure prise dans l'intention de frapper le pouvoir de la presse, au lieu d'en atteindre seulement les abus, est vaine et inefficace.

Si la liberté de penser, d'écrire et de blâmer pouvait être condamnée, nos ancêtres, qui, en fait d'autorité, étaient plus forts que nous, nous en auraient épargné la peine.

La presse, en tant qu'elle représente l'idée, ressemble au coq qui, à minuit, annonce le jour. On peut lui tordre le cou à une heure, le jour n'en paraîtra pas moins.

Tout gouvernement qui déclare ne pas pouvoir gouverner avec la liberté de la presse, est un gouvernement faible et impuissant, qui tôt ou tard tombera avec ou sans elle.

Si Charles X avait écouté la presse, au lieu de la combattre, la révolution de Juillet n'aurait pas eu lieu.

Si Louis-Philippe, au lieu de la dédaigner, l'avait suivie dans sa voie progressive vers les réformes, il serait encore roi des Français.

Si le Gouvernement provisoire, au lieu de pactiser avec l'anarchie, eût écouté les conseils de la presse représentant l'ordre et l'autorité, les événements de juin n'auraient pas eu lieu.

De plus, si, depuis février, il n'y avait pas eu de

presse du tout, ces événements seraient arrivés plus tôt et avec des suites autrement fatales.

Il en sera de même de tous les gouvernements. Si la République ne peut exister avec la liberté de la presse, tans pis pour la République, car, entre la liberté et la République il n'y a pas à hésiter ; ce n'est pas la presse qui mourra.

*Savoir seul c'est pouvoir.*

Un gouvernement dédaignant l'intelligence et ne cherchant sa base que dans la force brutale, ne mérite pas d'être gardé. Une vertu qui a besoin d'une sentinelle ne vaut pas la guérite.

La presse, en tant que bien, est un sacerdoce inviolable. Ce n'est pas elle qu'il faut frapper, mais les prêtres interlopes qui du sacerdoce n'ont que l'habit, qui, du feu sacré de la vérité et du progrès, n'ont que la fumée ; vraies taupes qui remuent continuellement le terrain pour empêcher la semence de germer. En un mot, toute loi contre la presse qui ne discerne pas la violence de la conviction, la fumée du feu, le clinquant de l'or, l'injure de la vivacité, le mal enfin du bien, non-seulement est odieuse, mais encore elle n'atteint pas son but.

On a dit que la presse ressemble à la lance d'Achille, qui guérit les blessures qu'elle fait. On a dit une niaiserie. Si la presse n'a qu'à faire aujourd'hui ce qu'elle a défait hier pour le redéfaire le lendemain, elle ressemble plutôt à Pénélope avec son éternel tissu. Son rôle serait purement négatif, même contre le mal. Car s'il est à désirer que la presse organise le bien, il est encore plus à désirer que les blessures qu'elle peut

faire à l'injustice, au despotisme, à la violence soient incurables, et qu'il n'y ait aucune lance d'Achille au monde pour les réparer.

Il est bon de réparer le mal qu'on fait ; mais il vaut encore mieux ne pas faire le mal du tout.

Le bien, c'est la vérité et la justice ; le mal, c'est l'esprit de parti.

Dès qu'un journal représente un parti, il sort du vrai, car un parti n'est tout au plus que le quart du vrai.

L'esprit est l'huile qui entretient les rouages de la pensée. Quand l'esprit manque, la pensée, comme une roue non graissée, crie d'abord et s'enflamme après.

Un homme de talent et d'idées n'est jamais dangereux. Sa violence même est souvent le tonnerre suivi de l'éclair, et en même temps d'une pluie féconde. La médiocrité seule fait de la violence stérile et nuisible. C'est le coup de tonnerre sec sans éclair et sans pluie qui ne soulève que de la poussière, qui ne féconde que les insectes et la vermine. C'est l'homme de parti sans idées, sans talent, sans art ; c'est le placard, c'est le rhéteur tribun qui n'a d'autre loi que la menace, d'autre principe que le pavé de la rue. D'avance, on peut être sûr que l'homme de cette race est ou un sot ou un intrigant.

Est-ce à dire que la presse doit toujours avoir de l'esprit ? Ce serait la suicider. Le journal est le pot-au-feu de l'intelligence, et les anges, d'ordinaire, sont de mauvais cuisiniers.

Mais ce qu'il faut lui recommander, c'est d'avoir de la pudeur et de la dignité, d'abandonner le vieux système de demi-accusations, de personnalités, et de

ne pas profaner le talent par les injures et les provocations violentes.

Un écrivain, si spirituel qu'il soit, qui sacrifie la raison et le bien réel de la nation à ses utopies de parti, ressemble à un chanteur qui a mauvaise haleine. Il régale nos oreilles aux dépens de l'odorat. Au bout de quelque temps, tout le monde est forcé de quitter la place.

La loi sur la diffamation, surtout pour les fonctionnaires publics, est abolie. La République ne saurait inscrire sur le frontispice du temple de la Justice ce blasphème : *La preuve, c'est-à-dire la vérité n'est pas admise*. Avant donc d'accuser qui que ce soit, de quoi que ce soit, il faut avoir la preuve. De plus, il faut signer.

En Angleterre seule, le bourreau a pu exécuter avec un masque sur la figure. En France, il se nomme.

Or, l'esprit de parti ne juge pas, il condamne, il exécute.

Toutes ces feuilles, qui discutent avec des nuances et des injures, me font l'effet de certaines bohémien-nes qui, pour se battre, se servent de leurs enfants en guise de bâtons.

L'enfant de la presse, c'est le progrès. Lui seul reçoit les coups mortels.

La presse, hélas ! n'a pas encore assez de liberté intérieure pour pouvoir s'abandonner à toute sa liberté extérieure. Dans la presse, comme dans tous les états, le mal vient de ce que deux tiers des hommes ne sont pas à leur place. Beaucoup de journalistes ont été créés pour être d'excellents artisans ; papa, maman et le collègue en ont fait de détestables écrivains. Il faut bien que tout le monde vive, mais il ne faut, pardieu ! pas que tout le monde écrive !

---

## VI.

La plupart des républiques se sont établies dans le but de conquérir l'indépendance nationale et religieuse. Ces républiques ayant besoin d'égalité ont toutes été des démocraties pures. L'égalité, en effet, est une excellente machine de guerre et de nivellement. La devise de la guerre est : chacun pour tous, et tous pour chacun. La religion, à son tour, c'est l'égalité absolue de la foi. Ces démocraties choisissent pour chefs momentanés des hommes auxquels elles imposent de plus grands devoirs tout en diminuant leurs droits, afin de pouvoir les rejeter, après en avoir usé, dans la tourbe de la communauté ; ces républiques n'ont jamais duré plus long-temps que a nécessité ou la guerre qui les a provoquées.

Les républiques, au contraire, fondées dans un but de liberté, n'ont pu se maintenir que par une ou plu-



sieurs aristocraties d'élite ; *car la liberté, c'est l'exclusion absolue de l'égalité.*

La société, en effet, est une série, un ensemble de forces qui constituent autant d'aristocraties.

La première, en partant de bas en haut, est la force physique. La seconde, c'est la beauté. La troisième, la fortune. L'esprit ou plutôt le génie vient après, enfin la vertu est la couronne de cette échelle sociale qui conduit au ciel et qui touche à Dieu.

Or, la liberté consiste dans le droit de pouvoir développer et acquérir toutes les qualités. Seule, la liberté permet à l'homme d'être à la fois fort, beau, riche, sage et vertueux, autant de titres, couchés en jone par l'égalité, vraie déesse de guerre, d'envie, d'impuissance et d'ignorance. Aussi dès que dans une république il y a trace d'une liberté, elle émane soit d'une aristocratie, c'est-à-dire d'un individu, ou d'une classe. Il faut être grand soi-même pour favoriser la grandeur. Il faut mériter bien des éloges pour supporter l'éloge d'autrui. Du moment que cet individu ou cette aristocratie disparaît, sans qu'ils soient représentés par les lois et les mœurs, la démocratie dégénère en démagogie égalitaire. La guerre civile, dès-lors dans les esprits, éclate tôt ou tard dans les actes, suivis d'anarchie et de despotisme.

Moïse, le premier, fonde une république dans le double but d'indépendance nationale et religieuse. Toutes ses lois reposent sur l'égalité. Il partage la Judée en douze parts pour les douze tribus d'Israël. Pour empêcher la disproportion des fortunes, il ordonne que la propriété ne puisse s'aliéner que pour

cinquante ans. Après ce temps (le jubilé), elle rentre forcément à la tribu originaire.

Les pauvres, outre le droit de cueillette, de pêche et de chasse, ont tous les six ans la récolte entière à leur disposition. Enfin, pour empêcher l'usurpation d'un roi, Moïse a offert la présidence de la république à Dieu lui-même. Qu'arriva-t-il ? Aussi long-temps que dura la guerre de conquête et d'extermination, la république se maintint, non sans des révoltes sanglantes. Dès que quelques tribus se sont établies et ont pris possession de la Terre-Promise ; dès que la religion se consolide, une guerre civile atroce éclate entre les tribus au sujet de quelques misérables prérogatives. Le peuple d'Israël, malgré les conseils de Samuel, demande un roi et choisit Saül, le plus bel homme, qui, comme bien des rois, n'eut d'autre mérite que d'être sorti ce jour-là pour chercher les ânes de son père.

Pendant la république, les Juifs n'avaient ni littérature, ni arts, ni commerce, ni même une langue. David a créé la poésie ; Salomon favorise les beaux arts, l'industrie et le commerce ; Salomon représente la sagesse ; Isaïe, la vertu. Jamais la législation de Moïse ne fut mise un instant en exécution. Enfin la Judée périt sous la guerre étrangère, cette Némésis du despotisme.

La Grèce, qui sous les rois avait produit Homère et Hésiode, établit la république pour reconquérir et maintenir son indépendance nationale sur les Perses. Pendant cette guerre héroïque, l'égalité règne et gouverne. Miltiade meurt dans la prison. Aristide est exilé. Il s'appelait le Juste ; c'était un aristocrate. Thé-

mistocle lui-même, le démocrate, va et meurt en exil. Arrive Périclès. Celui-ci brise l'égalité pour quarante ans. Il dompte la démocratie et soumet l'Aréopage, ce tribunal du peuple : il est enfin roi de fait. Sous lui seul Athènes apprend à connaître la liberté et ses effets divins.

Sous lui vivent et se développent des aristocrates, tels que : Sophocle, Anaxagore, Phidias, Aristophane, Socrate, Platon, Hippocrate, Zeuxis, Hérodote, Thucydide et Aspasia, c'est-à-dire, la philosophie, l'histoire, la noésie, la médecine, la science, la sculpture, la peinture et la beauté ; sous lui, enfin, il est permis d'être à Athènes riche, beau, sage, juste et vertueux.

C'est le point culminant de la république vraiment aristocratique. Dès que la démocratie reprend le dessus, Athènes et la liberté dépérissent. Périclès lui-même est accusé de corruption pour avoir soutenu la poésie, les arts et la beauté. Phidias va en prison, sous prétexte d'avoir volé l'or destiné à la statue de Minerve. Aspasia, l'amie de cœur de Périclès, est accusée d'impiété et d'immoralité ; enfin Anaxagore lui-même, le sage des sages, est appelé devant la justice du peuple et quitte la ville. Périclès échappe à l'exil en mourant de la peste. Athènes devint le jouet d'Alcibiade, espèce de jacobin en bottes vernies, tour à tour maître et esclave de la populace. La décadence va toujours croissant. Alcibiade lui-même est chassé. Il était trop aristocrate d'esprit. Hyberbolus devient un grand homme. Enfin Socrate, la vertu, boit la ciguë. C'en est fait de la Grèce. Il n'y a plus que des fumeurs de liberté. A partir de Périclès, l'histoire de la

république grecque, à part quelques héros, n'est plus qu'un long dégoût de guerre, de carnage, d'esclavage, d'anarchie et de tyrannie.

Si la république romaine, depuis l'origine jusqu'à la fin, a été stérile pour le vrai progrès de l'humanité, c'est que, fondée au nom de la liberté, cette liberté a été continuellement disputée et anéantie par l'égalité. Long-temps heureuse sous les rois, Rome, soulevée par les cris de Lucrèce, les expulse violemment. A l'instant éclate la guerre civile, d'abord, entre les rois et la ville, plus tard, entre les diverses classes de la société romaine.

Gouvernée tour à tour par des consuls, des dictateurs, des décemvirs, des tribuns, déchirée par les factions, menacée par les prolétaires, la république romaine chercha son salut dans la guerre extérieure. Cette guerre lui était aussi nécessaire comme le pain. Elle produisit de grands héros, qu'elle adopta pendant le danger; mais elle leur défendit d'être en même temps des grands hommes, sous peine de finir comme Scipion et César, deux des plus nobles victimes de la démocratie égalitaire.

Entre ces deux, Rome n'était qu'un champ de bataille et de carnage, une ville de voraces anthropophages (1).

(1) Chose significative, quand un héros romain avait remporté une victoire par la violence et la force des armes, on lui décernait les grands honneurs du triomphe. Quand, au contraire, il avait vaincu par la persuasion il n'obtenait que les honneurs d'une *ovation*, mot qui vient d'*ovis*, brebis, attendu que le triomphateur ne sacrifiait qu'une brebis, le bœuf ayant été réservé pour le grand triomphateur.

Enfin, la république, cette Messaline de guerre, rend le dernier soupir sous les genoux d'Octave. A l'instant, Rome donne à l'humanité : Horace et Virgile. Plus tard même, sous le despotisme, elle nous donne Sénèque et Tacite ; enfin elle produit Titus et Marc-Aurèle.

La république romaine n'a jamais connu d'autre liberté que celle de conspirer, ni d'autre bonheur que celui de mourir pour la patrie.

Sous l'influence des rois de Tyr, Carthage devint riche, commerçante et florissante. La république, par ses guerres, lui ôta sa richesse, son indépendance et jusqu'à son existence.

Ce n'est pas le lieu de discuter si le christianisme est républicain. Constatons seulement que le christianisme n'admet pas l'égalité, pas même après la mort - constatons encore que les républiques catholiques de l'Italie ne durent leur existence qu'à la renaissance de la littérature grecque et de la république de Périclès. Elles produisirent le bien quand il s'y trouva un homme, un prince de la trempe du roi d'Athènes qui admit la liberté. Ces républiques, du reste, ne se soutiennent que par la guerre d'indépendance, souvent de conquête. Cette cause disparue, la république dégénère, comme partout, en guerre civile et en despotisme. Celle qui dura le plus long-temps—Venise—était elle-même oligarchique et despotique. Ce n'est pas aux républiques, mais aux princes, aux papes de l'Italie que nous devons la renaissance des arts et des lettres. Le seul grand poète de la république — Dante — est un exilé, victime de la guerre civile.

Le premier essai d'une république démocratique et sociale fut fait dans la ville de Munster, en Westphalie, de 1532 jusqu'en 1535.

Après la *réforme* et la *guerre des Paysans*, l'archevêché de Munster se révolta contre l'archevêque et le clergé, aux cris de VIVE LA RÉFORME! Cette réforme consista dans la défense faite aux moines de faire la concurrence aux travailleurs, aux agriculteurs; dans la suppression des couvents de femmes, et dans la confiscation au profit de la ville des revenus des quarante chanoines représentant le sénat. Après une lutte de deux ans le parti catholique fut vaincu par les luthériens, conduits par le prédicateur Rothmann et soutenus par le conseil municipal. L'archevêque et les chanoines furent expulsés de la ville, les couvents furent dissous et la réforme proclamée.

Dans ce temps, il exista un nombreux parti communiste, connu sous le nom d'*anabaptistes*. Il y en avait trois catégories. Les uns, pacifiques, appelés les *Hutters*, aujourd'hui *frères moraves*, existent encore; seulement, de plusieurs centaines de mille qu'ils étaient, il n'en reste plus environ que sept cents. D'autres, vrais bohémiens ambulants, prêchaient au nom de l'Évangile l'attaque à main armée contre la propriété et les autorités. D'autres encore tombèrent en extases et en convulsions, et annonçaient le royaume de Dieu en criant : *Faites pénitence (thuet Busse)*. Le nombre des anabaptistes en Alsace, en Silésie, en Moravie et dans les Pays-Bas, se montait à plus d'un million. Tous prêchaient la communauté des biens.

A peine la ville de Munster était-elle au pouvoir

des réformistes, que les chefs anabaptistes des Pays-Bas, sous le nom de *Prophètes*, s'établirent, fondant des clubs d'hommes et de femmes qu'ils rebaptisèrent, et prêchant la communauté des biens.

Au bout de quelque temps, ils convertirent le prédicateur Rothmann, et un grand nombre de familles riches et pauvres, entre autres le bourgmestre Tilbek. Rothmann parcourut la ville avec tout un couvent de religieuses émancipées, dont la présidente s'était attaché une sonnette à la ceinture en criant : *Faites pénitence*.

Parmi ces prophètes figurent au premier rang : Mathiesen et Jean Bokelsohn de Leyde, le premier, boulanger de son état ; le second, tailleur vaudevilliste. Grâce à la trahison du bourgmestre Tilbek, Mathiesen et ses ouvriers s'emparèrent de la ville. Ils en expulsèrent les catholiques et les protestants, qui ne voulurent point se laisser émanciper par le *Rebaptême*. A leur place, ils appelèrent tous leurs amis des Pays-Bas, de la Silésie et de l'Alsace ; Munster fut déclarée ville sainte, sous le nom de *la Nouvelle Jérusalem, capitale de l'humanité*. La communauté des biens fut décrétée. Tous les biens de la ville et des familles furent confisqués par l'Etat. Toutes les tours des églises furent démolies, les statues brisées, la musique même des orgues interdite, le tout au nom de l'égalité évangélique.

La devise de ce nouvel Eldorado fut : « LE VERBE EST DEvenu CHAIR ET DEMEURE EN NOUS (*Das Wort ist Fleisch geworden und wohnt in uns*). Au nom de la paix universelle, tous ceux qui osèrent faire la moindre résistance, furent décapités par *Knipper-*

*dolling*, ci-devant prophète promu au grade de bureau-chancelier de la communauté.

La ville fut assiégée par les soldats de l'évêque et de plusieurs princes. Pendant ce siège, les anabaptistes firent des prodiges de valeur. Ils avaient formé une espèce de garde mobile composée de jeunes gens de quatorze à dix-huit ans, qui, au bout de quatre mois, étaient de véritables artistes arbalétriers. Grâce à cette guerre, la république se soutint quelques mois ; mais bientôt la démocratie se métamorphosa en une monarchie despotique dont il n'existe point d'exemple dans l'histoire de l'Occident.

Mathiesen avait une très-belle femme aux cheveux blonds dorés et aux joues roses, nommée *Divara*. La chronique de *Kerstenbrok*, historien contemporain, rapporte que *Divara* aimait Jean de Leyde, beau veuf de deux femmes, et âgé seulement de vingt-six ans. Jean rêva et prophétisa une grande victoire remportée par Mathiesen dans une sortie hardie et inopinée. Mathiesen tenta la sortie, fut pris et cloué vif à un pan de mur. Jean épousa la belle *Divara*, se déclara *roi de Sion*, renversa la constitution de Mathiesen, qui, à son tour, avait déjà renversé celle de Rothmann, créa des maréchaux, des coureurs et des pages ; fit une nouvelle distribution des biens et des charges, et décréta la polygamie.

*Kerstenbrok* prétend que le prophète-roi n'a décrété cette dernière loi qu'après avoir été surpris par *Divara* dans le lit de sa femme de chambre ; mais Jean fonda sa loi sur l'exemple des patriarches et sur la raison intraduisible : « *In natura fundatam consequentiam, quia seminis jacturam facere nefas est, ex*



quâ nulla proles nascitur. » Jean prit dix-huit femmes qu'il choisit lui-même, sans compter plusieurs jeunes filles de douze à quinze ans. Il habita le palais des anciens Quarante, sortit en grande tenue avec ses concubines à cheval et présidait tous les jeudis le tribunal public dans l'ancien marché (1).

Dans le nombre de ces femmes se trouvait une es-pèce de diable en jupes du nom Elisabeth Wand-scherer. Accusée par son mari pour lui avoir refusé les devoirs maritaux, condamnée par le roi, elle lui demanda une audience secrète, l'obtint, divorça et devint sa concubine. Plusieurs jours après ces épou-sailles, le prophète-roi donna un grand banquet en plein air à tout son peuple. Le roi en grand costume, le sceptre en main, l'épée au côté, servit lui-même d'échanson. En versant à boire, il rencontre un con-vive qui n'était pas assez gai. — Pourquoi es-tu triste ? lui demanda-t-il ; ton roi te sert. — Cela me paraît drôle, répondit le convive. Sur ce, le roi tira son épée.

(1) Voici des détails authentiques sur l'intérieur de son sérail. Je suis fâché de ne pouvoir pas les traduire :

« Solo aspectu noctis quam vellet futuræ sociam delegit neque eam verbis aut nutibus aliisve signis, sed bacillo nomini ejus in tabulo appposito signavit. Ita signata sine aliorum contumeliâ et invidiâ regam noctem opperitur, si vero veneri inepta sit bacil-lum in aliud nomen, cui, favet, transfert. Deputata itaque regio thoro, ne quid nauseæ majestati regiæ moveatur, balneum ingre-ditur, lavatur, odoriferis liquo ibus perfunditur, bysso purpuræ induitur, articuli annulorum multitudine rigeant, catenis et moni-libus gemmatis collum ambitur, comæ auro substringuntur viren-tibus fragrantibusque sertis tempora cinguntur, hombycino peri-somato uterus obtegitur per tenuissimum sindonem gemina ubera resplendent. » (*Kerstenbrok*, page 773.)

Après avoir accusé et convaincu son interlocuteur de n'avoir pas la foi et de n'être pas digne d'être *rebaptisé*, il le décapita en présence du peuple entier, qui entonna des Hosannas et des alleluias.

Le lendemain, une fille de dix-sept ans, nommée *Hilla*, proposa au roi d'aller assassiner l'archevêque comme jadis Judith avait tué Holopherne. Hilla était belle et fanatique. Après s'être confessée au roi pendant toute une nuit, celui-ci lui fit donner les robes les plus brillantes de la reine, la surchargea de bijoux et l'expédia vers le camp ennemi. Hilla devait s'offrir à l'archevêque et l'empoisonner. Trahie, — dit-on, par Elisabeth, — elle fut prise et brûlée.

Depuis quelque temps Elisabeth, amoureuse d'un page, Alexandre de Bocheduk, prêcha la polyandrie au nom de l'égalité. Elle se demandait pourquoi il était défendu aux femmes de prendre plusieurs hommes, quand il était permis aux hommes de prendre plusieurs femmes ! Elle fut condamnée par le roi et décapitée par lui-même, le 12 juin 1535. Il foula aux pieds la tête tranchée en disant : « Elle fut toujours une.... » et dansa autour du cadavre avec ses autres concubines, qui entonnèrent le chant : « Gloire à toi ! ô Dieu dans le Ciel ! » Ce jour-là, une mère avait rôti et mangé son enfant, comme dans l'ancienne Jérusalem. Ce fut le dernier acte d'orgie et de folie. La ville affamée était devenue déserte et inhabitable. Pendant toute la guerre aucune femme ne conçut. Bref, après l'insurrection de plusieurs sous-prophètes, la ville, trahie par les femmes, fut prise d'assaut par l'archevêque. Tous les chefs anabaptistes, après avoir été mis à la question, furent brûlés et pendus par ce

même peuple qui, huit jours avant, avait entonné des Hosannas à leur honneur !

Telle fut la malheureuse fin de la première république sociale, évangélique et communiste, fondée sur l'égalité (1),

La république Anglaise se fonda au nom de l'indépendance religieuse. Elle devint bientôt l'apanage d'un homme qui confisqua toutes les libertés parlementaires. C'est sous Charles II, son successeur, que l'acte de l'*habeas corpus* fut consacré.

Même cause pour la république des Pays-Bas.

La république disparut avec la cause.

La république Américaine, fondée pour sauvegarder l'indépendance nationale, est la seule qui, le lendemain de sa victoire, grâce à Washington, ait songé à la liberté. Aussi, tous les rouages de son administration sont constitutionnels : elle ne doit toutefois sa paix intérieure qu'aux larges plis de son habit, c'est-à-dire à l'immensité de son terrain.

Une fois remplie par les alluvions démocratiques, la république ne résistera pas à la pression d'en bas. Déjà aujourd'hui l'Amérique fait la guerre à l'extérieur pour éluder les questions sociales. Encore quelques années, et la république, si elle n'a plus de quoi nourrir tous ses enfants légitimes, bâtards et adoptifs, finira par les dévorer elle-même.

La république Suisse ne s'est maintenue que parce que les monarchies qui l'entouraient ne pouvaient ni ne voulaient se l'adjuger. Les enfants de cette répu-

(1) C'est de cet épisode historique que Meyerbeer a tiré son opéra *le Prophète*.

blique ont de tous temps servi le despotisme. Naguère encore ils se décimaient par la guerre civile.

La république Française est l'œuvre de l'esprit de liberté. Aussi long-temps que le mot *égalité* n'était pour elle que l'exclusion d'injustes privilèges, elle promettait un avenir glorieux de paix et de progrès. Du moment que l'égalité dégénéra en niveau, elle ne se soutint que par la guerre de l'indépendance pour périr par la guerre civile, l'anarchie, et le despotisme.

La 'république démocratique n'a été nulle part ni une vierge, ni une femme légitime.' C'est une espèce de Marguerite de Bourgogne qui prend un homme pour une nuit, le couronne et l'embrasse pour le jeter dans la voirie publique à la pointe du jour. Le premier homme qui parvient à la marquer, la fait étrangler avec ses propres cheveux.

Pour renverser, démolir, abaisser, résister, il faut l'égalité.

Pour bâtir, conserver, élever, marcher, il faut la liberté, non-seulement des opinions, mais encore des individualités. Qui dit liberté, dit choix.

Cette liberté seule est identique avec l'ordre qui consolide et maintient. Le véritable ordre c'est l'idée du progrès. La vraie liberté est dans le progrès des idées. Tous deux ne peuvent être établis que par des individualités représentant le Génie, la Sagesse et la Vertu, seules *montagnes* admissibles d'une République. A défaut de rois-hommes, il faut des hommes-rois, de ces rois créés par la nature, qui, comme dit Schiller, se couchent, se lèvent, dînent et se promènent la couronne sur la tête. Ces hommes servent

alors aux citoyens de phares lumineux, de guides divins.

Par leurs actes, par leurs paroles, ils nous apprennent qu'au lieu de nous abaisser jusqu'aux derniers, il faut tendre à nous élever continuellement jusqu'aux premiers ; qu'au lieu de détruire, il faut construire ; qu'au lieu d'appauvrir les riches, il faut enrichir les pauvres. Ils nous montrent enfin le chemin qui conduit à Dieu et à l'immortalité par les différents degrés de la force, de la beauté, de la fortune, de la sagesse et de la vertu.

Ils sont, en un mot, les élus des hommes et les représentants de Dieu.

Là où se trouvent ces hommes-rois, là seulement est la république.

La république de 1848 trouvera-t-elle ces hommes ?

Jusqu'à présent nous n'avons pas la république, c'est la république qui nous a.

---

## VII.

J'ai connu en Alsace un fou appelé Gerson, qui, après avoir inscrit tous les soirs le lieu et le numéro où il mettait ses habits, y ajoutait : Et Gerson est au lit. Le lendemain, levé et debout, le pauvre homme faisait l'appel nominal de ses effets. Tous étaient présents. Gerson seul, hélas ! n'était plus au lit où cependant il avait été bien et dûment consigné. Durant toute la journée ce malheureux, son papier à la main, se demandait à tous les passants sans jamais se trouver.

Les constitutions politiques modernes, s'inscrivant elles-mêmes où elles sont, me rappellent toujours la folie originale de ce pauvre Gerson. Après s'être touchées, palpées, regardées et consignées, elles se lèvent un beau matin, tout est en place, elles seules ne sont plus dans le lit où elles se cherchent

Il est remarquable que les hommes de génie de l'antiquité, ayant des constitutions à créer, ne se soient guère arrêtés à de pures formes politiques. La plupart

d'entre eux, n'ayant en vue que de faire des lois basées sur les mœurs, la morale et la justice, c'est-à-dire sur des principes éternels qui ne changent jamais ont adapté ces lois à la forme politique existante. La forme a changé, mais le principe a survécu à tous les changements. Quand Solon, abolissant le code draconien, publia ses lois, Athènes était déjà une république. Lycurgue, se préoccupant avant tout des mœurs et de la jeunesse, n'a créé, en fait de politique, que le sénat, espèce de tampon constitutionnel entre la royauté et la démocratie; Moïse seul, ayant tout un peuple à former, inventa la République théocratique; mais il tenait si peu à la forme que, dans son code républicain, il institua des lois pour le cas où la République se transformerait en monarchie. Plusieurs de ces lois sont précédées de ces mots remarquables : *Quand tu te mettras un roi*, etc. Moïse n'était absolu que pour l'unité de Dieu. « Je suis ton Dieu unique, dit Jehovah au peuple d'Israël, tu n'auras point d'autres dieux à côté de moi. » En effet, il n'y a que Dieu qui puisse parler de la sorte, car il est sûr d'être ce qu'il est toujours. Je n'ai pas besoin d'ajouter que Jésus faisait abstraction complète de la forme politique.

On a souvent cherché la cause de la stabilité des constitutions antiques vis-à-vis de la fragilité des constitutions modernes; la voici :

Les anciennes constitutions ont été faites par des individus, des hommes marqués du sceau divin; les constitutions modernes au contraire, sont faites par des assemblées.

Les législateurs de l'antiquité n'étaient jamais, à la fois, cause et partie. Ils faisaient des lois pour les peuples.

ples, pour l'avenir, jamais pour eux-mêmes. Solon quitta Athènes après avoir créé sa législation. Lycurgue, de roi qu'il était, se fit simple citoyen et s'exila volontairement. Moïse resta en-deçà du Jourdain et cacha jusqu'à sa tombe pour échapper à l'adoration. Numa seul céda et accepta une couronne, non sans une longue résistance ; mais c'est par la justice, la vertu et l'admiration qu'il régna et gouverna. Il n'employa ni la menace, ni la force pour se faire obéir. Aucun législateur de l'antiquité n'était assez fou pour défendre une opinion contraire à la sienne sur la forme du gouvernement et sur la bonté des lois. Tous aspiraient avant tout à être justes, vrais et désintéressés. Moïse seul avait des chocs révolutionnaires à soutenir, d'abord contre les idolâtres sur la loi de Dieu, suivie d'un arsenal de châtimens barbares et superflus, puis contre Korah, parce que lui, Moïse, donna la première charge de l'Etat à son frère Aaron, quoiqu'il fût le plus digne.

Or, jamais assemblée n'a su faire, je ne dis pas une bonne Constitution, mais une bonne loi. La loi non-seulement est révélée à l'homme par l'imagination, reflet de Dieu, mais encore elle est le résultat d'une grande raison, jointe à une grande expérience. Les assemblées, si distinguées qu'elles soient, ne représentent que des intérêts plus ou moins légitimes, l'individu seul représente l'idée. Quand Dieu veut créer une idée neuve, il crée un homme. Il n'est pas vrai, comme dit Voltaire, que tout le monde ait plus d'esprit que quelques-uns. Tout le monde, au contraire, n'existe spirituellement que grâce à quelques-uns. Le progrès du monde repose sur une centaine de



grands penseurs et de grands hommes d'Etat. Les assemblées n'y sont pour rien. La quantité ne saurait jamais remplacer la qualité. Le génie seul est le roi du monde, la médiocrité, si nombreuse qu'elle soit, n'en est que le tyran.

Une raison plus concluante en faveur de l'individu contre la masse, est celle-ci :

Une loi, quelle qu'elle soit, ne s'impose que par la justice, l'exemple et la bonté, jamais par la force, et encore moins par le nombre. Pour qu'une législation ait force de loi, il faut que le législateur lui-même donne l'exemple des bons résultats de ses principes. Pour donner des lois aux hommes, il faut d'abord leur prouver qu'on se les est imposées à soi-même, et qu'on en a profité pour devenir plus sage, plus vertueux et plus juste. Par cette même raison les législateurs n'ont pu être hommes de pouvoir que forcément et contre leur gré. Pour grand que soit un homme, dès qu'il aspire visiblement au pouvoir, il perd toute autorité, toute sanction ; car, loin de reconnaître en lui la passion du bien, on lui suppose toujours des motifs intéressés. La masse ne croit pas à la supériorité d'un individu, si ce même individu montre les mêmes passions et manifeste les mêmes vanités qu'elle. La véritable supériorité, la vraie vertu consiste dans le dévouement et dans l'abnégation. Pour les hommes, Dieu n'est Dieu que parce qu'il donne toujours et ne reçoit jamais. Être supérieur à ses semblables, c'est n'avoir pas besoin d'eux. Aussi, quand un homme de génie n'est pas assez riche pour dicter ses lois, il ne lui reste, pour avoir de l'influence, que la vertu de pouvoir se passer de fortune.

Il faut qu'un législateur sache être indépendant dans la pauvreté et désintéressé dans la prospérité.

Toutes ces qualités indispensables à un législateur font complètement défaut à une assemblée, même si elle contient dans son sein des hommes de premier ordre. Une assemblée est toujours un mélange de vices et de vertus, de sagesse et de folie, d'abnégation et d'égoïsme. Une assemblée ne peut jamais prêcher d'exemple : bien au contraire ; c'est le propre des assemblées législatives d'imposer leurs lois aux autres et de les éluder elles-mêmes. Je n'ai qu'à citer l'inviolabilité devant la justice, que toutes les assemblées modernes se sont adjugée avec une grâce toute particulière, inviolabilité que l'antiquité n'aurait jamais admise.

Les assemblées législatives ressemblent à de grandes réunions de chanteurs. C'est une erreur de croire qu'un grand nombre de voix réunies produisent un grand effet. Quatre voix bien exercées exécutant le même air, font plus d'effet et plus de plaisir que quatre mille voix réunies.

Est-ce à dire que les assemblées soient inutiles dans un Etat ? Nullement ! Là où le pouvoir est établi et la législation fondamentale proclamée, les assemblées, outre le contrepoids qu'elles donnent au pouvoir, représentent les intérêts du pays et souvent servent de rempart à la liberté. Sous ce rapport la discussion est close par l'histoire. C'est presque un lieu commun que le pouvoir représente l'ordre, et qu'une assemblée élective représente la liberté. Partout un de ces éléments dominants a créé l'élément contraire dans le but de sa propre conservation. Numa, roi, crée la démocratie ; Lycurgue, démocrate, crée le sénat aristocra-

tique. On sait que nulle part la royauté n'a prospéré qu'en s'appuyant sur le peuple. Ces deux éléments se trouvent souvent liés par un troisième élément pondérateur plus ou moins prononcé. Le système constitutionnel a été pratiqué par les républiques, longtemps avant les monarchies. Tous les grands hommes d'État de l'antiquité se prononcent pour ce système, à commencer par Lycurgue, Platon, Plutarque, Cicéron, jusqu'à Montesquieu. Le pouvoir est comme la Divinité, c'est-à-dire *une Trinité dans l'Unité*.

Il est des républicains qui prétendent que le temps de l'individualité est passé, et que la masse est appelée dorénavant à remplacer le génie. Ils oublient que jamais démocratie, pas plus que la monarchie, n'a été fondée que par un homme grand, fort et juste. Tout ce qui est durable ici-bas est fondé sur la justice et sur la grandeur d'âme. Aucune assemblée n'a pu arrêter une forme gouvernementale, car aucune n'a été juste. Une constitution ne se discute pas. Ou elle est toute faite dans les mœurs du peuple, ou elle sort tout d'une pièce de la tête du génie, comme Minerve du front de Jupiter. Malheur au pays qui manque de grands hommes dans un moment de révolution ! Malheur et honte à un pays en révolution qui repousse les hommes de valeur pour leur opinion personnelle ! Quand on a besoin d'une pièce de vingt francs, on serait plus que sot de refuser un guillaume ou une guinée, parce que ces pièces ne sont pas patriotiques. Il en est de même des hommes de valeur intrinsèque, auxquels les gouvernements de parti préfèrent des assignats d'hommes, c'est-à-dire une tête vide avec une cocarde et un timbre officiel dessus. Vous avez beau faire cinquante révolutions, si elles

ne s'incarnent pas dans un homme grand, juste et vrai, elles resteront stériles. Un principe ne suffit pas, il faut qu'il devienne chair et os. Le christianisme était à l'état de principe durant des siècles. Jésus seul, en s'y incarnant, lui a donné force de loi. Le protestantisme courait comme une fièvre intermittente d'un bout de l'Europe à l'autre pendant trois cents ans, il ne devint vivant qu'avec Luther. Il en est de même des formes politiques. Il faut que la République devienne homme, et si cet homme ne se trouve pas, c'est qu'alors Dieu ne le veut pas dans cette forme.

Mais, dira-t-on, un homme peut en abuser, la subjuguer, la confisquer. Je répondrai d'abord que tout homme qui, au lieu de gouverner au nom de la justice, de la vérité et des droits de tous, règne par la violence, et au nom d'un parti, n'en est pas un. Si fort qu'il paraisse, son règne ne sera pas de longue durée. Où donc sont les hommes, rois ou démocrates, qui aient fondé un gouvernement avec et par la violence? J'ai beau les chercher, je ne les trouve ni dans l'antiquité, ni dans le moyen-âge, ni dans les temps modernes. « Celui qui ne bâtit pas sur la justice, bâtit sur le sable, » dit la Bible. L'Évangile y ajoute : « Celui qui règne par la violence, périt par la violence. »

Les Républiques qui ont peur des grands hommes, me font l'effet de ces vieilles filles stériles, envieuses et laides qui, craignant jour et nuit d'être enlevées, s'enferment à double tour et ne sortent jamais qu'accompagnées d'un domestique et d'un boule-dogue. Personne ne s'occupe d'elles, si ce n'est quelques gamins et quelques hommes perdus de vices.

---

## ÉPILOGUE.

L'homme est le trait d'union entre le ciel et la terre, entre Dieu et la nature. Tout dans la vie nous rappelle notre origine céleste. La musique, c'est le mal du pays de l'âme qui se ressouvient de son enfance divine. La poésie, c'est le souvenir de la vie antérieure et le pressentiment de la vie future; la science, c'est l'échelle de Jacob entre le connu et l'inconnu; enfin, à peine la mort, fille de la terre, nous envoie-t-elle son frère : le *sommeil*, que le ciel nous envoie son fils : le *rêve*.

Aussi le progrès de l'homme se résume-t-il toujours dans une plus large compréhension de Dieu. A chaque étape de l'humanité, à tout nouvel horizon qui se présente, l'homme ne peut exprimer son étonnement, sa joie et son espoir que par de nouveaux attributs donnés à Dieu. Quand il voit la lumière, il s'écrie : c'est Dieu. A peine connaît-il la justice, qu'il l'incarne en Dieu. Il sent l'amour; c'est Dieu, lui dit son cœur. Il aperçoit vaguement la liberté et la reconnaît fille de Dieu; enfin, il entrevoit des félicités inconnues à cette terre, et son âme lui dit qu'elles l'attendent auprès de

Dieu. Bref, l'histoire, l'humanité, l'art, la poésie, la politique, ne sont ensemble qu'un cordon de perles dont les deux nœuds sont, l'un dans le ciel, l'autre dans la terre.

On ne peut donc que sourire de pitié en lisant les Machiavel gros et petits, qui font de la politique une étude matérielle à part, en dehors de la justice et de la morale divine. Ils ressemblent à ces philosophes nécromanciens qui passent leur vie à trouver le moyen de faire un enfant par la magie et l'alchimie senles.

Rien n'est plus facile que d'être un homme politique. On n'a qu'à être aussi juste pour les autres qu'on l'est pour soi-même, et aussi sévère pour soi-même qu'on l'est pour les autres. La Bible nous donne en peu de lignes le meilleur catéchisme politique.

« Vois, dit Moïse à son peuple, je te présente la vie et la mort, le bien et le mal. Choisis la vie et le bien. Si tu obéis aux lois divines, si tu soutiens le faible contre le fort, si tu écoutes les cris des veuves et des orphelins; si tu exerces la justice sans distinction de fortune et de titres, si tu aimes ton prochain et Dieu, tu auras de bonnes récoltes, d'excellentes vendanges, la paix, la prospérité, l'ordre et la bénédiction céleste. Si, au contraire, tu es oppresseur, menteur, envieux, exacteur, injuste, hautain et partial, tu auras la famine, la guerre, la peste, la malédiction et la mort. »

Ce n'est pas une fois que Moïse répète ces principes de gouvernement, mais trois et quatre fois. Les anciens n'ont jamais séparé la politique de la morale. Ils n'avaient qu'une manière de bien faire et de bien gouverner. Leurs principes politiques sont résumés en ces deux mots : *Justice! Devoir!*

A cette récompense, à cette punition sur cette terre même, le christianisme a ajouté la récompense et le châtement du ciel. C'est un complément, mais ce n'est nullement une exclusion de la loi politique et morale de la Bible.

Et non-seulement la politique, mais la vie privée jusque dans ses moindres détails subit la même loi et s'explique par la même logique.

Dans la vie visible comme dans la vie invisible, il n'y a qu'une loi, il n'y a qu'un Dieu !

Que de révolutions, que de hauts faits politiques, que de malheurs et de bonheurs de famille qui n'ont d'autre cause visible que la justice de Dieu !

Car Dieu, dit encore la Bible, se ressouvient des faits d'un homme jusque dans sa quatrième génération.

Que de fois on se demande : Pourquoi cet homme juste, probe et honnête, est-il si malheureux ? Cette question a fait bien des athées. Elle a fait le livre de Job. Mais avez-vous connu le père ou le grand-père de cet homme ? Êtes-vous sûr que le fils n'expie pas les méfaits de ses parents, afin de les racheter et de les rédemir ? Jésus n'est-il pas lui-même une expiation du genre humain ? — Ou bien, connaissez-vous le sort qui attend les enfants de ce juste qui souffre ? L'homme vient-il donc tout seul au monde ? Lui seul doit-il n'avoir aucun rapport avec ceux qui l'ont créé ? Et puisqu'il hérite des maladies et des qualités sanitaires de son père, puisqu'il hérite visiblement de sa bonne ou de sa mauvaise réputation, pourquoi n'hériterait-il pas des fruits de ses péchés et de ses bonnes actions ?

En voilà un autre dont le bonheur étonne tout le monde. Il n'a qu'à toucher du plomb pour que le plomb

se change en or. Explique cela qui voudra, car à côté de lui demeure un homme de génie, qui gâte jusqu'à ses idées. Si vous pouviez remonter jusqu'aux générations précédentes, vous trouveriez peut être le mot de beaucoup d'énigmes de ce genre. Il est des hommes qui ont hérité de la bénédiction paternelle comme l'on hérite d'une grande fortune. Il en est d'autres dont tout le malheur est d'être les fils de leurs pères.

C'est de la fatalité, dira-t-on. Oui, c'est de la fatalité, absolument comme celle d'être né laid, aveugle, sot ou sans cœur. Refaites donc votre corps si vous pouvez, gendarmez-vous contre les défauts de votre caractère. Vous avez beau donner de la sagesse à un sot, vous le pilerez dans un mortier, comme dit Salomon, il restera toujours sot.

Il n'y a pas de fatalité, il n'y a que Dieu.

David a dit : « Je n'ai jamais vu le juste abandonné et ses enfants cherchant du pain. »

« Je n'ai jamais vu, moi, les enfants d'un malhonnête homme fleurir et prospérer jusqu'à la fin de leur vie. »

Que de philosophes historiens qui se creusent la tête pour expliquer ce flux et reflux de révolutions et de calamités qui accablent l'Europe depuis soixante ans ! Que n'en cherchent-ils la cause dans le domaine moral ? Que ne lisent-ils le chapitre de la Bible où tous ces maux sont prédits avec une exactitude désespérante pour toutes les nations qui quittent la voie de la justice, du devoir et de la loi divine !

Il est un mot dans la langue des peuples modernes, mot gros de tempêtes sans fin et d'abîmes sans fond.

Ce mot s'appelle *droit*.

Autrefois il s'appelait *devoir*.



En effet, les droits de l'homme ne ressortent que de ses devoirs.

Le droit de mon prochain n'est autre chose que mon devoir à moi, de même que son devoir seul est mon droit.

Or, quand personne ne fait son devoir, personne n'a de droit.

Les grands législateurs, les grands hommes d'Etat, n'énoncent jamais les droits, mais les devoirs des hommes. Moïse n'inscrit ni le droit au travail ni le droit à la dîme ; il se borne à prescrire les devoirs de ceux qui possèdent. Il dit aux riches : « Votre devoir est de laisser la dîme au pauvre et de le soutenir partout et toujours. Si vous remplissez ce devoir, vous serez heureux ; sinon, Dieu vous accablera de malheurs, de guerre et de famine (1). » Jésus ne parle pas une seule fois des droits de l'homme. Loin de soulever la population, il préfère se présenter comme victime expiatoire sur l'autel de l'humanité et faire son devoir. Qu'on cherche dans les paroles de Socrate, on n'y trouvera que des leçons de devoir, jamais une réclamation de droit. Il n'y a que les médiocrités impuissantes et ambitieuses qui parlent toujours de leurs droits afin d'avoir un prétexte pour ne pas faire leur devoir.

Les prophètes, les philosophes, les missionnaires de Dieu font leur devoir et le recommandent au peuple.

(1) Le Talmud étend le devoir de la dîme jusqu'aux bénéfices du commerce. Tous les Juifs vraiment religieux observent cette loi. Pour ma part, j'en ai connu un à Francfort qui m'a montré dans ses livres de commerce une dîme des pauvres de dix ans montant à 70,000 fr.

Les avocats, les démagogues et les fainéants parlent de leurs droits, de ceux du peuple et ne font jamais leur devoir. Or, les hommes plutôt ambitieux que justes, se laissent prendre par des promesses de gloire et de pouvoir. Ils tuent le juste, qui fait son devoir, et glorifient l'ambitieux qui enfle ses droits, mais c'est Dieu qui juge en dernier ressort.

Et quand le père ne fait pas son devoir, il est rare que les fils jouissent de leurs droits.

Ai-je besoin de rechercher longtemps pourquoi Louis XVI est mort sur l'échafaud ? il était le petit-fils de Louis XV ; de même le malheureux d'Orléans était le petit-fils de Philippe-Egalité, qui a voté cette mort. Quand Danton, animé de bonnes intentions, se lamente sur sa mort, je ne vois que la main de Dieu qui frappe l'instigateur des septembrisades. Avez-vous vu beaucoup de fils des terroristes prospérer dans le bonheur ? Attendez, relisez ces lignes en vingt ans, ou plutôt relisez l'histoire et posez un signet sur chaque page où vous trouverez un acte d'injustice, de violence et d'usurpation. Suivez le temps, ce juge divin, et vous verrez que partout et toujours, justice est faite, non-seulement dans le ciel, mais sur cette terre même.

Et savez-vous à quoi conduisent cette vérité et cette croyance ? A la sublime mission de faire toujours son devoir, advienne que pourra.

Si M. de Lamartine avait eu cette foi le 26 février, plutôt que de proclamer la République définitive sans avoir consulté la nation, plutôt que d'*usurper*, comme il disait lui-même le 25, les droits de 35 millions d'hommes, il aurait présenté sa poitrine nue au peuple armé, en s'écriant : « Tirez ! cinquante mille morts »

ne m'empêcheront pas de faire mon devoir, car, en faisant mon devoir; je sauvegarde les droits de tous! »

Châteaubriand, Royer-Collard l'auraient fait. C'étaient des hommes de devoir, de vrais hommes d'Etat, des hommes de Dieu. On n'imité Dieu qu'en faisant le bien, et l'on ne fait le bien qu'en faisant son devoir.

Depuis ce jour, M. de Lamartine n'est plus rien. Quoi qu'il fasse, quoi qu'il écrive, quoi qu'il dise, le destin ou plutôt la voix de Dieu lui crierà continuellement : « Tu n'as pas fait ton devoir. » Cette voix divine, c'est l'histoire, c'est le ciel descendu sur la terre, c'est Dieu corrigeant les épreuves du passé.

Celui-là seul qui suit les inspirations d'en haut, inspirations qui commandent toujours le devoir, peut dire qu'il agit, qu'il vit et qu'il crée. Celui qui n'a pas cet œil intérieur de l'âme, et dont le caractère fléchit selon les intérêts du moment, ne vit pas, il vieillit. Il n'agit pas, il s'agit. Il ne crée pas, il s'use.

Si depuis cinquante ans tant d'hommes d'Etat élevés au-dessus du niveau ont été frappés, brisés, renversés, les uns avec fracas, les autres par un souffle, c'est qu'ils n'avaient pas de racines. Or, les racines de l'homme sont dans le ciel, d'où il vient. Toute sa force est dans son devoir.

Si ces hommes d'Etat, grands parce que nous sommes petits, vrais arbustes dans un champ de bruyères, avaient été attachés au ciel par la *Foi*, nous n'aurions pas une enveloppe d'Etat sans âme, une pelure sans fruit, une boîte sans épices, un budget sans argent, un contenant sans contenu...

Ah ! quelles sont pâles les splendeurs passagères du pouvoir matériel, vis-à-vis des splendeurs éternelles du pouvoir moral ! qu'ils sont petits les hommes de

calcul, de tactique, de diplomatie et de finesse, vis-à-vis des hommes de justice et de caractère ; qu'elles sont mesquines les félicités de la popularité vis-à-vis des félicités du devoir ; qu'ils sont maigres enfin, les triomphes de la parole vis-à-vis des triomphes d'un acte d'héroïsme et de dévouement ! Qu'ils sont à plaindre ces vainqueurs qui triomphent par la ruse et par la violence, à côté des héros divins qui combattent au nom de la justice et de la raison !


Ceux-là meurent en vivant, ceux-ci vivent même en mourant. Ceux-là sont des cadavres qui grossissent, ceux-ci des âmes qui, même en s'amoindrissant, s'épurent et se cristallisent, comme le diamant qui gagne en éclat ce qu'il perd en grosseur ; ceux-là, mus par l'intérêt, parfois par la haine, serrent le cœur pour l'étouffer ; ceux-ci, mus par l'amour, même s'ils déchirent le cœur, n'ont qu'un but : *l'agrandir*. Ceux-là sont des hommes de droit, ceux-ci des hommes de devoir ; les uns commandent et font les lois qu'on n'observe pas, les autres obéissent tout d'abord aux lois éternelles de Dieu, les font respecter et observer par leurs inférieurs ; les uns encore sont des hommes à la recherche d'une âme, les autres des âmes cherchant et trouvant des hommes. Enfin, même en triomphant et en s'élevant, les uns ne sont que les faux dieux des hommes, tandis que les autres, vainqueurs ou vaincus, sont et restent toujours les vrais fils de Dieu !

---


AU  
**PRÉSIDENT.**



ÉTRENNES POLITIQUES.



Paris. — Imp. de J.-B. Gros, rue du Foin-St-Jacques, 48.



AU  
**PRÉSIDENT.**



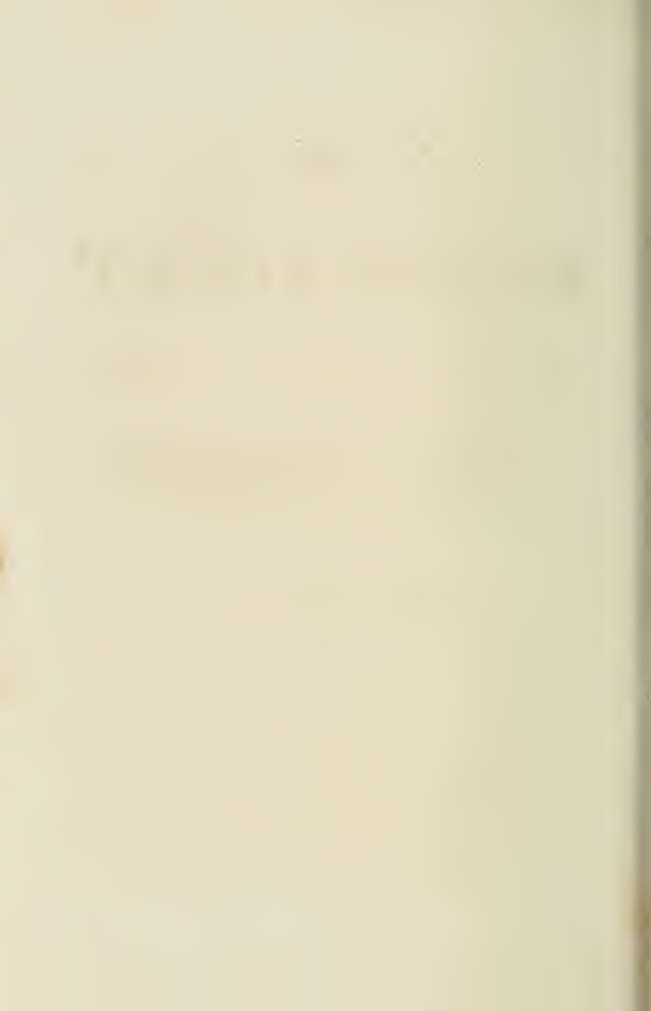
**ÉTRENNES POLITIQUES.**

PAR  
**ALEXANDRE WEILL.**



**PARIS,**  
CHEZ DENTU, PALAIS NATIONAL;  
A LA LIBRAIRIE,  
passage du Grand-Cerf (sous l'horloge),  
Et chez tous les Libraires de France et de l'étranger.

1849.





LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

EST

LA FIN DES MINORITÉS



N'importe dans quel pays et dans quel temps, l'homme, le citoyen doit respect et soumission aux autorités légales, dépositaires de la loi.

L'excitation à l'insurrection, à plus forte raison l'insurrection même, n'est jamais permise, car

jamais violence n'a produit le bien. Le mal réussi n'en est pas moins un mal. Toute violence est un crime, et tout crime est une faute politique.

Des esprits faux glorifient la nécessité des révolutions. Autant vaut admettre la nécessité de la peste pour se débarrasser du trop plein de la population. Elle ne sert qu'aux mauvais médecins et aux croquemorts. La révolution la plus légitime n'est encore qu'un mal contre un autre mal.

Elle arrive, quand dans un pays l'intelligence, la raison et la vertu sont exclues du gouvernement, quand la société est déjà renversée dans l'ordre moral, en ce sens, que les médiocrités ambitieuses sont en haut, et le génie et l'esprit en bas de l'échelle gouvernementale ; partout enfin où l'esprit de parti rampant, violent et dépendant l'emporte sur la vérité, le caractère et la sincérité. Dans ce cas, le pays tombe d'une fièvre putride

dans une fièvre chaude. On guérit quelquefois de ce dernier mal ; pour le premier il n'y a pas de remède.

C'est une erreur de croire que les gouvernements et les corps politiques tombent uniquement parce qu'ils sont attaqués par des hommes d'une haute intelligence. On oublie que toute la force de l'ennemi qui les renverse est dans leur propre faiblesse.

Un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut durer qu'à condition qu'il écoute et absorbe en lui tous les hommes éminents du pays.

Je défie tous les historiens de me trouver une seule révolution, qui n'eût pu être évitée facilement par ceux-là mêmes qui l'ont préparée, si le gouvernement avait voulu se servir de leurs idées. Par contre, il est facile de prouver que tous les

gouvernements qui ont fait de grandes et de belles choses, n'ont duré que parce qu'ils ont su s'adjoindre et se concilier tous les grands talents , tous les nobles caractères sans exception , se servant d'eux de bouclier et de glaive à la fois.

C'est le génie qui gouverne le monde, qu'il s'assoie sur un trône, ou qu'il vive misérablement dans une mansarde. Car le génie ne ment pas. On n'a de l'esprit et du talent qu'en restant dans le vrai. Le génie ne demande rien , il donne. Vous écoutez ses conseils ; en échange, il vous donne et vous assure le pouvoir.

Le génie ne flatte pas, car il ne voit la lumière qu'à côté de l'ombre.

Le gouvernement qui écoute la voix du talent honnête et vrai, est d'avance un gouvernement de paix et de progrès, et ne sera jamais renversé. Là, au contraire, où l'impertinence tient lieu de

courage , où la fatuité remplace le talent , où la médiocrité domine la capacité; là, en un mot, où la quantité se met avec ses votes au-dessus de la qualité , les révolutions surgissent subitement par centaines , pour se fondre avec tous leurs maux sur les malheureux citoyens qui , pour n'avoir pas su parler, sont forcés , après coup , de crier, mais en vain. Il arrive alors un moment où le passant, l'historien, le philosophe ne se donne plus la peine de compter ces révolutions pour en énumérer les causes. On ne compte pas les vers qui grouillent dans un cadavre. Un pays gouverné par des principes révolutionnaires, est un pays perdu.

On a dit que le peuple français est un peuple ingouvernable, parce qu'il a l'esprit d'opposition. C'est faux. D'ordinaire les nations les plus résignées , les plus couardes de vérités et de paroles sont les plus exposées à des révolutions.

Le Français d'ordinaire ou se tait ou crie, mais il ne parle pas.

Or, s'il est du devoir de tous de se soumettre aux autorités de leur pays, il est du droit de chacun de leur dire des vérités, de leur signaler les dangers, et finalement de contribuer à les changer pacifiquement par des voies légales, avant qu'elles ne s'écroulent par une chute violente emportant avec elles l'édifice gouvernemental.

Une parole vraie dite à propos est souvent la soupape de sûreté qui sauve la machine et l'empêche d'éclater. Toute idée, si désagréable et audacieuse qu'elle soit, pourvu qu'elle n'excite pas directement à la violence, doit pouvoir se manifester librement.

Là où il y a des volcans, il n'y a point de tremblements de terre.



Si la révolution de février a eu lieu d'une manière si inattendue, c'est que le gouvernement de juillet a préféré des partisans à des amis, des flatteurs à des adversaires, des orateurs enfin à des caractères; c'est d'autre part que la bourgeoisie, endormie dans l'indolence, a ronflé au lieu de parler. Quand elle s'est éveillée, il n'y avait plus de gouvernement.

Si depuis février beaucoup de maux ont été épargnés à la France, car la révolution comme gouvernement est incapable du bien, c'est que depuis cette époque il s'est trouvé des hommes courageux et forts qui ont parlé et qui ont dit la vérité au risque de leur vie. Ce ne sont certes pas les flatteurs de Louis-Philippe qui ont sauvé la France de la terreur et de la spoliation. Mais, la bourgeoisie n'a pas encore compris le vrai sens de la révolution de février, véritable révolution homœopathique, contre-révolution s'il en fut, *attendu que faite par une*

*immense minorité elle a été forcée de décréter le suffrage universel, qui est la loi de la majorité.*

Ici je dois faire un aveu. Moi aussi j'étais révolutionnaire dans la première fougue de ma jeunesse inexpérimentée. Comme les jeunes personnes qui, prenant un exemple sur des héroïnes de romans, courent droit à leur perte, souvent à une mort prématurée, je n'ai connu les révolutions que par les livres de parti. La première que j'ai vue, en chair et en os, a été pour moi un coup de foudre suivi d'un éclair. J'ai sympathisé avec les républicains de la veille quand ils étaient poursuivis, parce que leur principe démocratique était et sera toujours nécessaire, comme contrepoids à l'omnipotence monarchique, mais dès le lendemain de leur victoire violente je les ai quittés, voyant qu'avec une révolution faite et exploitée par une minorité, la France arriverait forcément non à l'organisation sociale, mais à l'anarchie et au

despotisme. J'ai préféré la France à mes intérêts et à mes amis victorieux. Je la préférerai toujours à toutes les combinaisons de parti, à ma vie, s'il le faut. Fidèle à la liberté, je tends vers l'ordre ; mais je suis arrivé à la conviction que l'ordre ne s'improvise pas, que c'est un principe sacré et primitif, qui ne doit jamais être violé. Une fois l'ordre établi sur des principes inébranlables, soutenus par des hommes de caractère et d'honnêteté, l'on peut et l'on doit marcher vers le progrès et la liberté.

Pour marcher, il faut être debout.

Or, un gouvernement révolutionnaire, si fort qu'il paraisse, n'est jamais debout. Il rampe dans la boue, glisse dans le sang ou marche sur des échasses.

Pour avoir une raison d'être, la révolution de Février a été forcée, bon gré mal gré, de décréter le

suffrage universel, qui, sincèrement exercé, sera de plus en plus une protestation de la majorité des provinces contre la minorité de Paris, gouvernant depuis cinquante ans la France contrairement à ses mœurs et à son génie. Dans son origine la révolution de Février n'était qu'une négation de la révolution de Juillet, un mal emportant un autre mal ; un incendie qui éveillant les habitants par les éclats de flamme, les empêche d'être étouffés par la fumée.

Depuis ce temps, la révolution a fait des pas de géant et comme au Juif errant, le destin lui crie toujours : marche ! marche ! Et elle marche, non vers la dissolution et l'anarchie, mais vers l'ordre et l'organisation. Une fois arrivée au but, elle profitera de toutes ses expériences pour discerner le bien du mal, le faux du vrai, la vérité de l'erreur. Bien des réformes, bien des mesures d'organisation impossibles de mettre en exécution aujour-

d'hui, seront réalisées plus tard, quand la révolution se sera assise sur le roc immuable de l'ordre et de la légalité. Tel mets tue un malade qui, sert de nourriture substantielle à l'homme sain. La révolution ou plutôt la contre-révolution de Février, loin d'être arrivée, ne fait encore que voyager. Aveugle est celui qui ne le voit pas ; malheur à celui qui voudrait l'arrêter. Comme la femme de Loth, il sera pétrifié, privé de force et de mouvement.

A la tête de cette marche *forcée*, était l'Assemblée nationale. En effet, jusqu'à présent, elle n'a pas marché, elle a été poussée. La locomotive était derrière, non devant elle. Mais dès aujourd'hui elle ne marche plus, ou plutôt, arrivée dans l'embarcadère de la constitution, cette même locomotive, fumant, ronflant, sifflant, avance, recule, tournoie, sans rendre aucun service et bar rant la place à une autre plus vivace, plus chauffée et qui profiterait de la voie toute tracée.

Or, il est temps que cela finisse. C'est un devoir sacré de lui signaler les dangers qui la menacent. L'Assemblée a rendu des services. Soit, mais elle a fait son temps. Dix mois de révolution vieillissent une assemblée plus que dix années de calme et de repos.

L'Assemblée élue de février ne répond plus aux besoins du pays de décembre. Le pays marche, l'Assemblée s'arrête, le pays se rajeunit, l'Assemblée vieillit; le pays s'agite, l'Assemblée s'use; le pays, enfin, est plein de vie et d'avenir, l'Assemblée se meurt.

Qu'elle meure donc, et vive l'Assemblée nationale !



# L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A FAIT PEU DE BIEN ;

MAIS ELLE A EMPÊCHÉ BEAUCOUP DE MAL.





Toute assemblée est une collection de zéros et de chiffres plus ou moins prononcés. Si les zéros se rangent derrière les chiffres, ils font nombre et ont une valeur réelle. Si, au contraire, ils usurpent sur les chiffres pour se mettre à leur tête, non-seulement ils les annihilent, mais encore ils se suicident eux-mêmes

En d'autres termes, toute assemblée qui suit l'impulsion du talent et de la raison, qui se met à la suite d'hommes d'État forts et instruits, produit le bien. Celle, au contraire, qui se divise en partis et cherche sa force dans la quantité plutôt que dans la qualité, est perdue.

Il en est des corps politiques comme des gouvernements. Ils ne sont jamais renversés. Ils tombent toujours par leur propre nullité.

C'est une justice à rendre à l'Assemblée nationale. Si elle n'a pu faire que peu de bien, elle a empêché beaucoup de mal.

Élue sous l'action de la minorité et la réaction de la majorité, l'Assemblée n'était unie que contre les partis du faux socialisme. Tout ce qu'elle a fait dans ce sens est frappé au coin de l'homogénéité. La qualité et la quantité se donnent la main, les

zéros grossissent les chiffres, les intérêts de parti disparaissent devant le salut commun.

Il n'en est plus de même dès qu'il s'agit de projets d'organisation républicaine, à commencer par la Constitution, son chef-d'œuvre en fait de contradictions entre la conviction et le vote, entre l'intrigue et la justice, entre la logique et la raison politique.

Dès son origine, l'Assemblée a manqué de franchise, sinon de courage. Elle a débuté par la proclamation de la République dans la rue. Or, un représentant du peuple légal, un législateur sacré ne doit avoir d'autre autel, d'autre chaire politique que la tribune. On ne fait point de loi dans la voie publique; on n'acclame pas une forme de gouvernement, pas même la République, en face de quinze cents gamins qui usurpent le titre sacré du peuple. La France n'avait pas envoyé ses repré-

sentants pour être aux ordres du général Courtais et du sieur Blanqui. Un représentant du peuple, convaincu de la sainteté de sa mission, ne descend dans la rue, à l'appel du peuple illégal, que traîné et la corde au cou.

Je passe condamnation sur les différentes acclamations et votes de confiance de l'Assemblée. Dieu seul, qui pénètre jusque dans les profonds replis de la pensée, les jugera en dernier ressort. Il n'est pas donné à l'homme faillible de juger la conscience de ses concitoyens.

Mais ce qu'en toute justice on peut exiger d'une assemblée politique, c'est qu'elle soit sincère jusque dans ses erreurs ; qu'elle ne cache ni ses opinions ni ses vœux, qu'enfin elle soit logique et conséquente. La devise d'un vrai représentant doit être :

**DIEU ET MON DEVOIR. ADVIENNE QUE POURRA !**

Or, au nom de cette devise, voici la question que l'Assemblée aurait dû se poser le lendemain de son élection. La nation que nous représentons, est-elle monarchique ou républicaine? A en juger par le choix des appelés, le doute était permis, même en face des plus farouches démocrates. Il y avait autant de monarchistes que de républicains. Il fallait donc, avant d'ébaucher la constitution, s'adresser directement à la nation pour savoir si elle voulait un pouvoir héréditaire ou un pouvoir électif, et faire une constitution grande et logique, soit entièrement républicaine, soit entièrement monarchique.

La France, dira-t-on, s'est prononcée par ses mandataires qui ont acclamé la République.

Hélas, il paraît que non. Puisque ces mandataires ont décrété un président par le suffrage universel, qui n'est autre qu'un roi constitu-

tionnel pour quatre ans, sauf toutefois une nouvelle élection au bout de ces quatre ans, ce qui est un mal de plus.

Alors l'assemblée est monarchique. Non. Puisqu'elle n'a admis qu'une chambre, au lieu de deux.

En effet, la constitution n'est ni républicaine ni monarchique, ni chair ni poisson. Un pouvoir royal mis à côté d'un pouvoir national sans juge ni arbitre. Deux machines gouvernementales qui se traînent et se heurtent sans conducteur ni tampon ; deux extrêmes sans milieu ; une quinte sans tierce ; un père et fils sans saint-esprit.

J'ai déjà cité un mot de Lessing qui s'adapte merveilleusement à cette constitution. Je le répète : « Il y a dans cette œuvre du vrai et du nouveau. Seulement le nouveau n'est pas vrai, et le vrai n'est pas nouveau. »

L'Assemblée pouvait-elle en faire une autre plus logique et plus rationnelle ?

Non. Dès son point de départ elle était frappée d'impuissance.

Tous ses votes sont jetés avec des mains gantées, toutes ses paroles sont des ombres de pensée. Les républicains modérés, se trouvant entre deux feux, sont forcés de rester dos à dos dans une position expectante. La Montagne n'accouche que de souris. Quant à la droite et à la rue de Poitiers, ils laissent la presse tirer les marrons du feu, sauf à la renier au premier chant du coq républicain.

Aussi toutes ses œuvres n'ayant aucun sexe politique prononcé, resteront-elles stériles.

Cela n'empêche pas l'Assemblée de développer beaucoup de talent, et de dire de fort belles choses. On connaît ces chanteurs italiens qui font tant de

plaisir. Ils n'ont la voix si haute et si agréable, que parce qu'ils sont impuissants.

Tout les lois d'organisation auxquelles l'Assemblée a touché, portent ce cachet bissexuel. Elle n'est entière et elle-même que lorsqu'il s'agit de résister à des violences 'morales et physiques. Forte de conviction, puissante de volonté, elle est alors admirable, soit dans sa résistance passive, soit dans son initiative d'activité contre l'anarchie et l'usurpation.

Or, cette mission d'unité négative est accomplie et parachevée.

L'Assemblée ne paraît pas avoir cette conviction. Elle croit sincèrement devoir établir la République par le vote des lois organiques. Elle se trompe. Non-seulement ces lois organiques, grâce à la division de l'Assemblée, ne seraient pas plus républicaines que la Constitution, mais en-



encore la France n'est plus dans la même situation équivoque qu'après février. La France a marché, l'Assemblée est restée stationnaire. La France a parlé, par le vote du 10 décembre, l'Assemblée paraît n'avoir rien entendu.

*Qui n'entendra pas, sentira, a dit Isaïe.*

Il y a plus. Dans un pays de suffrage universel, les dernières élections sont toujours les plus près de l'opinion publique militante. C'est là même un des avantages du système électif. C'est un chemin qui marche. Les dernières élections donc annihilent presque toujours celles qui les ont précédées de quelques mois. Aussi, dans ce moment, l'Assemblée a-t-elle perdu son ascendant moral. Le président est le héros du moment. Une lutte contre lui tournerait probablement en sa faveur. Pour neutraliser sa prépotence il n'y a qu'un moyen ;

c'est d'être plus jeune que lui, c'est de venir deux mois après lui.

Aux derniers les bons !

Jusqu'à présent l'Assemblée a vaincu et empêché la guerre civile, non-seulement parce qu'elle était *unie*, mais aussi parce qu'elle était *unique*. Cette position a changé du tout au tout. Par l'élection du président un second pouvoir a été créé, sinon au-dessus, du moins à côté d'elle. Dès que la division se mettra entre le magistrat supérieur de la République et l'Assemblée, le germe de la guerre civile sera déposé entre les deux pouvoirs, et de là elle descendra bien vite dans les rues. La France veut-elle s'exposer à ce danger ? Libre à elle. Qu'elle sache du moins que le lendemain de la victoire, le vainqueur, quel qu'il soit, sera forcément le despote de la nation.

Il n'en sera pas de même avec une nouvelle assemblée.

De deux choses l'une : ou la future assemblée sera dans le sens du vote de la présidence ; dans ce cas elle marquera le pas au président qui la suivra de bon gré ; ou bien elle sera dans le sens contraire, alors elle servira de contrepoids, fort et légal, à des craintes réactionnaires, mal fondées peut-être, mais qui peuvent exister.

En tout cas, tout calcul, tout intérêt de parti doit disparaître devant le salut du pays. Il faut savoir enfin ce que veut, ce qu'est la France. Il faut sortir du vague et du provisoire, et arriver à un résultat ferme et prononcé.

Si dans les yeux des républicains c'est un mal, je leur dirai qu'un mal connu est moins dangereux

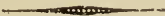
que le doute, car dans ce cas on a recours aux remèdes sûrs.

L'Assemblée aurait-elle peur de la volonté de la France? Je ne lui ferai pas cette injure. Cette peur même serait sa défaite. Plus elle tardera à consulter la France, plus elle peut s'attendre à une réponse catégorique.

Elle a beau se dire : mais à quoi bon une nouvelle assemblée? Elle ne sera ni plus patriotique, ni plus intelligente, ni moins bruyante que nous. Soit. Mais elle sera plus homogène, plus unie, plus compacte, plus jeune, plus puissante surtout. Salomon a déjà dit : un chien vivant vaut mieux qu'un lion mort.

On connaît le cheval de Roland qui était beau, mais sans vie. Eh bien, supposez même que ce cheval hennisse et regimbe sans pouvoir marcher. En vaudrait-il davantage?

Or, l'Assemblée est dans ce cas. Elle parle, elle vote, mais elle ne peut plus marcher. Elle est paralysée, elle a été frappée d'une extinction de pouvoir.





# LE DROIT AU TRAVAIL

APPLIQUÉ

AUX LOIS ORGANIQUES.





Et d'abord qu'est-ce que le droit au travail?  
d'où vient-il, et où tend-il?

Voilà bientôt un an que la France et l'Europe  
ont été mises en émoi par ce nouveau Pierre  
l'Hermite et personne ne s'est demandé d'où il  
est sorti et en quel lieu il a vu le jour.

Une idée a beau avoir l'apparence d'être préconçue, elle sort toujours de la tête d'un homme. Or, le droit au travail, loin d'être une idée préconçue, n'est que la conséquence d'une hypothèse qui n'existe pas.

C'est Fourier qui a inventé le droit au travail. Jamais mortel avant lui n'a formulé ce droit, qui est une conséquence pure et simple du système phalanstérien.

Sans ce système préconçu, le droit au travail n'est qu'un non-sens, une folie. Qu'on me permette de décrire en peu de lignes l'histoire et l'origine de ce *Sésame* social.

Fourier, grand anthropologiste et aristocrate d'esprit, a inventé une nouvelle société divisée en séries et en groupes. Selon lui, il n'y a sur dix mille hommes que tout au plus un doué de plus

d'un talent digne d'être le chef d'un groupe. Dans ce groupe, l'immense majorité est *mongyne*, c'est-à-dire incapable d'exceller dans plus d'un seul état. Encore faut-il que l'enfance de cet individu soit guettée, afin de pouvoir lui donner l'état de vocation que la nature lui a assigné.

Fidèle à son système classificateur, Fourier n'espère rien des hommes civilisés qui exercent des états contraires à l'attraction de leur nature, et s'attache à faire tout d'abord un essai phalanstérien avec les enfants.

Une fois ce système admis, c'est-à-dire dès que les hommes seraient élevés selon leur vocation naturelle, la société phalanstérienne leur assure du travail, et encore du travail attrayant. Seulement, pour que la nature parle par l'attraction, il faut des phalanstères, et pour établir des phalanstères,

Il faut des hommes exerçant des états, selon les lois de l'attraction.

Si quelqu'un avait parlé à Fourier du droit au travail en dehors de son système passionnel, il lui aurait ri au nez.

La majeure partie des apôtres du droit au travail se gardent bien de remonter à la source. Ils sentent bien que Fourier les aurait classés dans les groupes des pâtisseries et des bottiers, plutôt que dans ceux des poètes, des philosophes et des hommes d'État.

Tel que le droit au travail s'est formulé comme *Siboleth* social, c'est une monstruosité facétieuse, dont il n'y a pas d'exemple dans l'histoire.

Laissons de côté toutes les exagérations satiriques et voyons sur quelles bases il repose dans

notre société, que Fourier même ne veut transformer que par transitions et par des phalanstères d'enfants.

On veut que l'État donne des habits à faire à tous les mauvais tailleurs, des vers à composer à tous les méchants poètes, ou bien qu'il nourrit tous ceux qui, au nom du travail, ne veulent pas travailler du tout.

Admettons cette hypothèse. Il en résulte que l'individu nourri par l'État lui doit un compte sévère de son travail et de sa conduite. L'État ne peut donner du travail ou l'équivalent à un homme qui en fait un mauvais usage. Dès que le citoyen a le droit de demander l'entretien de son existence, il est du devoir de l'État de surveiller sa conduite et d'en faire son serf.

De prime abord, ce prodigieux droit conduit di-

rectement au despotisme et à l'esclavage ; car l'État confisquerait tous les biens des riches, il n'en serait pas moins ruiné au bout de six mois, si ceux qu'il fait travailler ne lui rapportent rien, ou sont au dessous du travail qu'on leur confie.

Ce n'est pas tout. Dans notre société, du moment que l'homme a le droit de demander le travail qui lui convient, tous les maçons demanderont à être architectes, tous les poétastres à faire des tragédies, tous les journalistes, tous les clubistes, à être ministres.

Ah ! si Fourier le savait, comme il les grouperait ! En effet, le droit au travail n'est autre chose que le mot d'ordre, une protestation impuissante des médiocrités contre le talent, des fainéants contre les travailleurs, des laiderons contre la beauté, des imbéciles contre l'esprit, des vicieux contre la vertu.

Il y a en France plus de travaux que de travailleurs. Qu'on envoie les ouvriers défricher les Landes, ils demanderont des lampions !

Aussi le droit au travail n'est-il que le communisme pur et simple. C'est le mot *Réforme* pour *République*.

Un mot sur le communisme, cette société en caque de harengs.

Dieu n'est pas communiste ; autrement il n'y aurait sur la terre ni sottise, ni méchanceté, ni ignorance, ni laideur, ni envie, ni communiste. Car il aurait créé tous les hommes égaux en beauté, esprit, talent et fortune.

Les animaux eux-mêmes repoussent le communisme. La reine des abeilles se laisse adorer. Le bourdon, vrai modèle de mari, fait l'amour et du

bruit , et laisse le travail et le ménage à l'abeille. Selon Proudhon , c'est un voleur, un consommateur qui n'est pas producteur. Il n'y a que les castors qui aient des tendances communistes , attendu que la force de la queue de chacun est égale. Dieu est l'ennemi implacable de l'égalité. Il donne à celui-ci l'esprit, à celui-là la beauté et à l'autre , — le plus souvent c'est un communiste, — il ne donne rien.

Eh bien, l'Assemblée nationale qui a fait bonne justice du droit au travail , se l'applique littéralement pour les lois organiques. Encore quelques pas, et forcément elle mettra le gouvernement en communauté de neuf cents parts égales. Ni plus ni moins !

L'Assemblée nationale a été élue pour faire la Constitution. Le véritable souverain, le peuple, lui a assigné sa tâche, moyennant salaire. Cette tâche



finie, l'Assemblée doit nécessairement consulter son patron, lui demander d'abord s'il est content de l'ouvrage, et en second lieu, s'il y a encore quelque chose à faire dans l'édifice politique; en d'autres termes, elle doit renouveler son mandat. Au lieu de cela, elle décrète, à elle toute seule, au nom du travail législatif, que l'ouvrage n'est pas terminé. L'édifice est bien élevé, dit-elle, mais la maison n'est pas meublée. Meublons-la, faisons les lois organiques. Puis une fois en train, elle trouve qu'il n'y a jamais assez de mobilier. Encore quelques lois organiques, et l'Assemblée sera forcée de décréter qu'elle sera permanente, sinon héréditaire.

Pourquoi pas? Où est la limite, la ligne de démarcation qui l'arrête? Pourquoi resterait-elle un an, plutôt que dix mois? Pourquoi pas deux, quatre ans; pourquoi pas à perpétuité? Du moment

que l'Assemblée se reconnait maîtresse et souveraine de la France, il n'y a aucune raison pour qu'elle s'arrête. Elle trouvera toujours un prétexte pour siéger, et s'il le faut, un danger pour se rendre nécessaire.

Que le diable te tienne par un cheveu, a dit le poète, et bientôt tu seras à lui corps et âme.

Dès qu'une assemblée se regarde comme un pouvoir au dessus de la nation, elle en sera bientôt le despote.

De deux choses l'une : ou l'Assemblée a été élue pour faire uniquement la constitution, ou pour être le souverain de la France.

Dans le premier cas, elle doit se dissoudre, aussitôt après l'élection du Président, qui est la clef de voûte de cette même constitution.

Dans le second cas, elle n'aurait pas dû permettre cette élection, qui est une aliénation de sa souveraineté, une véritable abdication.

Dans tous les cas, comme il y a salaire, elle s'applique le droit au travail dans toute la force du terme.

Je la défie de sortir de ce dilemme fatal.

Encore si l'Assemblée était fouriériste, elle pourrait revendiquer ce droit. Mais, dans ce cas, on la grouperait selon ses talents natifs et passionnels.

Nous verrions alors, du moins, combien d'entre eux sont nés législateurs.

L'Assemblée est un corps politique très-fort. Mais fût-elle un Goliath, elle sera vaincue par la raison et la justice.

*un des membres*

Goliath lui-même a été atteint et frappé par un trait de houlette, à l'endroit le plus faible de sa constitution.

Au front ; siège du cerveau et de l'intelligence.



AU PRÉSIDENT.



Demain vous serez au pouvoir ; demain vous aurez des flatteurs , se disant vos amis , qui , pour mieux se montrer , vous cacheront la vérité. Je vais donc vous la dire au nom de l'immense majorité qui vous a nommé président. Un avenir prochain vous apprendra si je suis un faux ou un vrai prophète.

Depuis l'établissement de la République, la

France ressemble à une belle jeune fille, d'un cœur droit, d'un bon sens imperturbable, à la recherche d'un homme supérieur, fort et juste, qu'elle voudrait pouvoir appeler son ami et maître.

Ce n'est pas que dans le fin fond de son cœur elle ne songe à un mari légitime. Elle donnerait de gros baisers et vouerait une amitié éternelle à celui qui voudrait se charger légalement de cet honnête mariage; — mais en attendant elle se contenterait d'un ami de cœur dont elle pourrait être fier, auquel elle voudrait obéir sans manquer à sa dignité et qui, par sa valeur, sa réputation et sa grandeur d'âme, sût la faire accueillir dans la bonne compagnie, et s'écrier, en la présentant : *Honny soit qui mal y pense !*

Un instant elle a cru avoir trouvé cet homme dans M. de Lamartine. Elle lui a fait toutes les avances possibles. Mais celui-ci ne l'ayant pas comprise, elle s'est détournée de lui avec un sou-



rire dédaigneux, murmurant une exclamation populaire.

Elle s'est présentée alors devant M. Cavaignac dont elle avait entendu parler dans les journées de Juin. Mais dès la première entrevue elle a reconnu qu'il y avait entre elle et lui incompatibilité d'humeurs.

Elle vient de se jeter à votre tête. La comprendrez-vous ? — Elle le saura d'ici à quelques jours.

L'erreur des chefs, depuis février, c'est de croire et de se faire persuader que la France est passionnément républicaine.

M. de Lamartine m'a dit que les meilleurs républicains étaient ceux du lendemain. Candeur angélique ! Il n'y a pas, il n'y a jamais eu des républicains du lendemain. Il n'y a eu qu'un lendemain de la République, et il n'était pas beau.

Pour changer les Français en républicains, il n'y avait qu'un moyen : c'était de gouverner la République comme une monarchie. La meilleure monarchie est celle où il y a des institutions républicaines. De même jamais république n'a pu s'établir et se maintenir qu'autant qu'elle fut monarchique et aristocratique par dessus tout.

M. de Lamartine n'était pas à la hauteur de cette vérité. Pour gouverner la France et se faire adopter d'elle, il s'est jeté dans les bras des républicains de la veille. Autant vaudrait se jeter dans les bras d'une lorette pour se faire aimer d'une honnête fille.

M. de Lamartine croit en outre pouvoir gouverner avec la bonté. Erreur fatale ! On ne gouverne qu'avec la justice. Toute bonté qui n'est pas basée sur la stricte justice, est faiblesse, sinon vice. Un barbare ayant fait l'éloge de son roi à un Lacédé

monien, celui-ci lui répondit. « Comment voulez-vous qu'il soit bon, lui qui n'est pas sévère pour les méchants ? »

M. Cavaignac qui n'a jamais été républicain de la veille, a montré les mêmes faiblesses de caractère et de jugement. Il a jugé la France sur son enseigne républicaine ; il a regardé le vase sans voir ce qu'il y a dedans. Les républicains de la veille, ses faux amis, véritables renards sans queue sociale, lui ont fait accroire que toute la France leur ressemblait, et l'honnête M. Cavaignac, venant de l'Algérie, a cru, en effet, que tous les Français, grâce aux sorciers de février, étaient devenus en vingt-quatre heures des républicains ardents, moins toutefois la queue sociale.

En outre M. Cavaignac, dès son début, a prouvé qu'il n'était ni assez juste, ni assez indépendant pour être le chef d'une nation souverainement juste

et impartiale. Tous ses actes portent le cachet, soit d'un arbitraire nerveux, soit d'un calcul de parti.

Lui et M. de Lamartine, comme tous les demi-hommes, ont cette *fausse honte* qui, selon Plutarque, est le vice capital d'un homme politique. Au lieu de juger une chose par elle-même, de se demander si elle est juste ou injuste, de l'accorder si elle est juste, de la refuser si elle est injuste, sans s'inquiéter du *qu'en dira-t-on*, ils consultent leurs amis, leurs partisans, la jugent selon l'utilité et l'opportunité, et cèdent, avant tout, aux reproches et aux exhortations de leurs compères.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple sur cent, M. Cavaignac, pour plaire aux vainqueurs de juin, a supprimé les journaux extrêmes de la république violente. « Ah, se disait-il, voilà les républicains qui vont m'accuser d'être réactionnaire, » et vite,

sans se demander si la mesure était juste ou non, il supprime du coup la *Presse*, l'*Assemblée nationale* et la *Gazette de France*.

Dès ce moment il était jugé et condamné.

Figurez-vous un juge qui arrête un criminel. Survient un ami qui lui reproche sa partialité. « Mon Dieu non, répond le juge. Pour vous prouver que je ne l'ai pas arrêté parce qu'il est votre ami, voilà un de vos ennemis qui passe et que j'arrête également. »

Je me plais à vous citer vos prédécesseurs, parce qu'ils doivent vous servir d'exemple.

Il est plus facile de ne pas imiter un fou, que d'imiter un sage.

Je vous dirai donc d'abord ce que vous ne devez pas faire.

Avant de songer à fonder la République, la France vous a élu pour la débarrasser de la domination des républicains de la veille, qu'à tort ou à raison elle n'aime pas, non pas comme individualités, mais comme parti. Ce n'est pas très-facile. Bon nombre d'entr'eux, ce ne sont pas les plus forts, tâcheront de vous prouver que la France les adore ; que sans eux nous aurons la guerre civile. Ils vous parleront réconciliation, patriotisme, salut public ; ils se feront petits pour se cacher dans les pans de la redingote grise ; ils loueront votre ramage pour se chauffer de votre plumage... Apprenez que la moindre concession que vous leur faites comme parti, sera votre perte. Cette immense majorité que vous avez obtenue se fondra aussi vite que les dix élections de M. de Lamartine.

Vous direz que la majorité de l'Assemblée nationale est de ce parti.

Je vous répondrai : C'est justement contre cette majorité que le pays vous a élu.

Si vous n'êtes pas à la hauteur du pays, si vous n'avez pas foi dans sa volonté et dans sa force ; si, en un mot, vous n'avez pas assez de pénétration pour deviner sa pensée, vous abdiquez moralement. Le vote du 40 décembre est un acte de méfiance donné à l'Assemblée nationale. Si vous vous imaginez pouvoir faire le conciliateur, le médiateur entre le pays et la majorité de l'Assemblée, vous serez dans une étrange erreur. On ne parlemente pas avec des vaincus. Demandez plutôt à l'ombre de votre oncle. Le pays non seulement a parlé, mais encore il s'est compté. Vous êtes son plénipotentiaire pour faire signer l'acte de soumission aux républicains de la veille.

Depuis février, vous êtes le troisième. Avec vous, la majorité a fait une croix.

Vous direz qu'il vous a promis fidélité pour quatre ans.

### Serment d'amour !

Il est quelquefois facile de conquérir le cœur d'un peuple, mais il est toujours difficile de le conserver.

Toutefois, en résistant aux républicains de la veille comme parti, vous pouvez, vous devez appeler et accueillir tous ceux qui ont du talent et du caractère. Gardez-vous bien de ceux qui se targuent de leurs principes. Le principe est une chose qui s'emprunte. Le dernier des imbéciles peut en prendre tant qu'il veut. Le principe est orgueilleux, et l'orgueil est l'apanage des gueux de talent et de caractère. Il ne faut jamais juger un homme sur ses principes dont il fait parade, mais sur ses idées et ses faits.



Gardez-vous surtout des bonapartistes de la veille. Le premier qui se présente, mettez-le hardiment à la porte. C'est un ennemi.

Un ami du père d'Archelaüs demanda à ce dernier une coupe d'or. Le prince en sa présence la fit porter à Euripide, son adversaire politique, en disant à cet homme : *Vous êtes fait pour la demander et pour être refusé, et Euripide pour l'obtenir sans l'avoir demandée.*

Appelez autour de vous tous les hommes politiques forts dont la capacité est reconnue. N'ayez point de fausse honte. Ne repoussez pas un homme parce qu'il déplaît à vos amis.

Ils craignent un concurrent plus fort qu'eux.

Ne vous inquiétez pas de sa couleur politique. Il vous faut des pièces d'or. Qu'importe que ce soient des louis ou des napoléons ! Vous en ferez

l'échange. Ne repoussez que le faux or et le cuivre.

Ne croyez jamais les calomnies de la masse médiocre et envieuse. Jugez par vous-même. Les hommes forts ne sont adoptés par la masse qu'autant qu'ils s'imposent par leur poids et leur valeur intrinsèque.

Un homme de talent et de caractère vaut à lui seul un million de ses détracteurs ; car, ils ne le haïssent pas à cause de ses vices, qui sont aussi les leurs, mais à cause de ses vertus, qu'ils ne peuvent imiter.

Permettez-moi de vous citer ici une page admirable de Plutarque, le plus grand écrivain de l'humanité :

« Si celui qui vous sollicite avec importunité est un homme en place qui ait beaucoup de pouvoir,

— ces sortes de personnes ne se rebutent pas aisément et ne se paient point d'excuses, — imitez avec moins de dureté la conduite de Caton encore jeune à l'égard de Catulus. Celui-ci jouissait à Rome de la plus grande considération. Pendant qu'il exerçait la censure il vint trouver Caton qui était alors questeur et lui demanda grâce en faveur d'un citoyen qu'il avait condamné à l'amende. Caton, à la fin, ne pouvant plus tenir d'impatience, lui dit : « Cet homme est coupable : quant à vous, Catulus, il serait bien honteux de voir traîner un censeur hors de chez moi par mes licteurs, et cela vous arrivera si vous ne sortez au plus vite. » La réponse d'Agésilas et celle de Thémistocle furent plus douces et plus modérées. Le père d'Agésilas voulait que son fils rendit une sentence injuste. « Mon père, lui dit le prince, vous m'avez appris dès mon enfance à respecter les lois, et je veux vous obéir encore en ne les violant point. »

Simonide demandait à Thémistocle quelque chose d'injuste. « Vous ne seriez pas un bon poète, lui répondit celui-ci, si vous manquiez à la mesure, ni moi un bon magistrat si je jugeais contre les lois. »

« Ce n'est pas le défaut de proportion entre le manche et le corps de la lyre, disait Platon, qui brouille les amis, excite des séditions et cause de si grands maux ; ce sont les atteintes portées aux lois et à la justice. Combien de gens observent scrupuleusement les règles de la grammaire et veulent qu'on viole pour eux les lois dans les fonctions de la magistrature, dans l'administration de la justice et dans les devoirs de la vie civile. Il faut leur résister pour les petites comme pour les grandes choses. Un orateur vient-il vous demander une injustice — promettez-lui de la faire, à condition qu'il commence son discours par une faute, une mauvaise locution, ou un tour vicieux.

Il en est qui ne souffriraient pas en écrivant la rencontre de deux voyelles, et qui violeraient toutes les lois divines et humaines. Est-ce un homme distingué par sa naissance et son rang qui vous presse, proposez-lui de se montrer dans les rues en faisant des sauts, des contorsions et des grimaces. S'ils rejettent votre proposition, vous aurez beau jeu, vous leur demanderez s'il est plus honteux de pécher contre la langue et de faire une cabriole que de se parjurer, de violer les lois et de commettre une injustice, pour favoriser le méchant au préjudice de l'homme de bien et la médiocrité aux dépens du talent.»

« Puisque le pouvoir excite nécessairement l'envie, disait Thucydide, il est sage au moins de ne s'y exposer que pour de grandes choses. Pour moi, persuadé qu'il n'est pas difficile d'échapper à l'envie, mais qu'il est impossible d'éviter les plaintes et la mauvaise humeur de ceux avec qui nous

vivons, je crois qu'il vaut mieux s'attirer la haine des gens importuns en refusant de leur complaire que de mériter les reproches des gens de bien pour l'avoir fait. Fermons l'oreille à des louanges qui ne sont jamais sincères et n'imitons pas ces vils animaux qui se couchent quand on les gratte.»

Je reprends :

Malheur à vous si vous avez la vaine gloriole de la popularité. *Justice, devoir et sévérité*, c'est là l'unique devise d'un chef du pouvoir. Le vrai peuple est lui-même sévère, mais juste. Il aime qu'on lui donne du travail, de l'honneur et des vérités. Quant à la populace, on en est le maître juste aussi longtemps qu'on est son esclave.

Un chef de la populace disait un jour à Phocion : « Savez-vous que le peuple vous jouera un mauvais tour s'il entre un jour en fureur? — S'il entre en fureur, répondit le grand homme; mais s'il a un

accès de bon sens, c'est à vous qu'il s'en prendra. »

Quand vous aurez appelé autour de vous tous les hommes de talent et de caractère, n'importe de quelle couleur,—et ils ne sont pas de trop pour tirer la France de l'anarchie et la sauver de la banqueroute,—quand l'ordre sera rétabli, la paix assurée et le travail revenu, vous finirez par où la révolution de février aurait dû commencer.

En vous adressant à la France, et avec la ferme volonté de lui obéir, vous lui demanderez et elle vous dira par la nouvelle Assemblée nationale : *ce que tout le monde pense !*

---





## TABLE DES MATIÈRES.



*La Révolution de Février est la fin des minorités. . . .* 7

*L'Assemblée nationale a fait peu de bien, mais elle a  
empêché beaucoup de mal. . . . .* 24

*Le Droit au travail appliqué aux Lois organiques. . .* 35

*Au Président. . . . .* 49





DE  
L'HÉRÉDITÉ  
DU  
POUVOIR.




Paris. — Imprimerie de J.-B. GROS, rue du Foin-Saint-Jacques. 18



DE  
**L'HÉRÉDITÉ**  
DU  
**POUVOIR.**

PAR  
**ALEXANDRE WEILL.**

Si c'est vrai, cela sera.  
Si c'est faux, cela passera.

**PARIS,**  
CHEZ DENTU,          A LA LIBRAIRIE,  
Palais-National.     Passage du Grand-Cerf;

Et chez tous les Libraires de France et de l'étranger.

1849.



En temps de révolution, temps de lutte entre les partis, de batailles entre les intérêts, la vérité, comme le soleil, gêne les combattants. Ne pouvant la regarder en face, de peur d'en être éblouis, ils se rangent de façon à lui tourner toujours le dos. Heureusement, à côté des hommes de parti et de domination, il en est d'autres, dont l'unique ambition consiste à faire leur devoir ; dont toutes les aspirations tendent vers le beau, le noble et le bien ; des hommes, enfin, qui, à toutes les gloires fugaces du pouvoir et de la

popularité, préfèrent celle de chercher le salut de la patrie et de dire la vérité à tous, aux dépens de leurs intérêts, au risque même de leur vie. C'est dans les rangs de ces derniers que je désire prendre ma place.

Un saint frisson me saisit quand je prends la plume pour parler de la chose sacrée du public. Je ne cherche que la vérité, je ne désire que le bien de mon pays et de tous mes concitoyens sans exception. Je repousse toute idée de violence et de provocation. Tout ce que je propose, je ne le demande et ne le crois possible que par des voies légales. Si je suis dans la minorité, je tâcherai de convertir mes adversaires par la force du raisonnement, par la vigueur de la logique, tout en me soumettant aux lois de la majorité. Je peux me tromper, mais, en tout cas, mon erreur est sincère. Je ne vise ni au bruit, ni au martyre. Je l'ai déjà dit ailleurs : Je n'appartiens, à aucun parti ; je ne demande, je ne deman-



derai jamais à mon pays que la liberté de gagner ma vie par mon travail ; mais nulle puissance sur cette terre, ne m'empêchera de dire ma pensée, toute ma pensée ; non pas parce que c'est un droit acquis avec l'intelligence venant d'en haut, mais parce que c'est mon devoir ; parce qu'avec la qualité d'écrivain, Dieu m'a sacré prêtre de la vérité, aux dépens de mon existence. Si petite que soit ma mission, je la remplirai jusqu'au bout. Après tout, il vaut mieux être le dernier des lions que le premier des renards !

Depuis soixante ans, la France, malgré les améliorations sociales de la révolution de 89, est en décadence permanente. D'une première puissance qu'elle était, elle est devenue la troisième, sinon la quatrième ; car, grâce aux nouvelles réformes de l'Autriche, proclamant l'égalité des droits et l'homogénéité des nationalités ; grâce surtout à la légitimité de son pouvoir héréditaire,

la France bientôt ne viendra qu'après l'Autriche.

La France révolutionnaire a perdu sa marine et ses colonies. Un instant gonflée, grossie par les conquêtes de l'Empire, elle a fini par perdre même une partie du territoire conquis par Louis XIV...

Même phénomène à l'intérieur. Malgré les apparences de progrès, la France a toujours décliné. Depuis soixante ans, elle n'a que des intermittences de bonheur, de rares lueurs de prospérité; semblable à un fou forcené, qui a des moments lucides.

Le fou, c'est le démon révolutionnaire.

Les moments lucides, ce sont les différents pouvoirs héréditaires.

C'est durant un de ces moments, sous la Restauration, que la France a fait la conquête de l'Algérie.

On dirait une maxime de bon sens prononcée par un aliéné qu'on croit guéri, et qui, l'instant après, a un nouvel accès de rage.

Une première banqueroute, provoquée et pré-

cipitée par la *Convention* — car elle aurait pu et elle eût été évitée, si la France avait défendu et maintenu la constitution de Louis XVI — sera probablement suivie d'une seconde faillite d'État ; à moins que la rage révolutionnaire, qui s'est emparée de la nation française, ne soit par elle cautérisée et brûlée jusqu'au vif.

Les dépenses vont toujours croissant, les recettes diminuant. Le pays a beau changer de caissiers et de ministres ; il aurait beau appeler à son secours tous les médecins financiers et administratifs, il n'en guérirait pas davantage. Est-ce qu'un perclus marche mieux en changeant de béquilles, ou bien en les augmentant ?

Jusqu'à présent le mal est intérieur. La liqueur est infectée ; mais le vase, à part quelques fêlures n'a pas trop souffert. Bientôt, hélas ! la France même sera atteinte dans son territoire. Encore quelque temps de ce régime, et le pays, déchiré par les factions, se disputant le pouvoir, non pour

*gouverner*, mais pour *régner*, sera inévitablement la proie des nations, possédant un pouvoir uni, stable, héréditaire, pour qui le mouvement des idées, ne portant que sur des réformes administratives, est nécessairement une source de progrès, de croissance et d'agrandissement.

Oui, nobles et fiers descendants des Franes et des Gaulois, le sort de la Pologne vous attend, si vous ne vous arrêtez pas sur la pente des révolutions ; si, tournant même le dos à l'abîme, vous faites une halte à mi-chemin avant d'avoir franchi la crête du pouvoir héréditaire. Avec le pouvoir électif, toutes vos forces s'épuiseront dans des querelles de personnes et de partis. Tandis que d'autres peuples se poseront facilement la question : *Comment* l'on doit gouverner, vous passerez des années entières à disputer sur la personne *Qui* doit régner. Eux s'occuperont des choses à faire, qu'ils feront ; vous vous occuperez à faire des hommes qui ne feront rien. Ils agiront, vous vous

agiterez. Ils useront, vous abuserez de tout. Pour eux enfin, le mouvement organisé sera un germe fécond de vie et de prospérité. Vous, au contraire, avec votre mouvement fébrile, perpétuel, et partant stérile, vous ressemblez à des taupes qui remuent continuellement la terre, empêchant toute semence de germer, dans l'espoir de voir éclater le jour.

Malheureux ! Ce ne sont pas les rayons du jour qui vous manquent, mais les yeux !

Toutefois, c'est déjà remédier au mal que d'en indiquer les causes. Si je suis trop impuissant pour éloigner ces causes, d'autres plus forts, plus puissants, plus heureux que moi, parviendront au but ; je trace un sillon, que d'autres creuseront plus profond. Je sème un grain qu'ils cultiveront avec plus de succès, pour en moissonner les gerbes.

Non, la France ne périra pas. Dieu protège la France !

---

Il est des questions politiques simples , mais de premier ordre, qui ont besoin d'être traitées comme un théorème algébrique. Celle du pouvoir est du nombre.

Tout le monde convient que la durée et la prospérité de l'état reposent sur l'ordre et la liberté. C'est un lieu commun, c'est-à-dire une vérité universelle.

Or en voici le catéchisme arithmétique.

L'ordre est-il possible sans la liberté?

— Oui. Témoins les gouvernements absolus, soit républicains, soit monarchiques.

La liberté est-elle possible sans ordre?

— Non. Puisque partout la liberté sans ordre dégénère en chaos et anarchie.

Qu'en conclure?

*Que l'ordre n'est pas le fils, mais le père de la liberté.*

Poursuivons. La logique est l'algèbre de la politique.

Qui représente l'ordre?

Le pouvoir?

Pardon, si je continue d'employer la forme de catéchisme. Depuis cinquante ans, les erreurs et les folies révolutionnaires ont tellement perverti les esprits, qu'il faut les traiter en enfants, pour les rendre accessibles à une vérité simple et juste.

Qu'est-ce que le pouvoir ?

Là est la vraie question. Là le chemin se bifurque en deux voies : l'une, large et grande, allant droit au but, arrive *au pouvoir héréditaire* ; l'autre, procédant par détours, arrive, à travers des fondrières et des abîmes, *au pouvoir électif*.

Il faut donc prouver tout d'abord, par l'histoire, la raison et la logique, que le pouvoir électif ne représente pas l'ordre.

Tout le monde admet qu'il est un Dieu, et que, s'il n'était pas, il faudrait l'inventer. Les athées ne nient Dieu que pour mettre leurs personnes à sa place. L'athéisme c'est l'anthropomorphisme, qui, lui-même, est une branche de l'idolâtrie. En d'autres termes, l'athéisme c'est l'égoïsme, l'orgueil déifié, le démon fait Dieu. Il en est absolument de même du pouvoir représentant Dieu, c'est-à-dire l'ordre dans une partie de l'univers,



qu'on appelle : *État*. Seulement Dieu existant toujours, n'a pas besoin d'être inventé ; tandis que le pouvoir, représenté par le génie, n'existant pas toujours, les hommes l'ont inventé *éternel* en le déclarant *permanent* par l'hérédité. Pour le nier, il faut être athée politique, c'est-à-dire, sacrifier toute une société à son orgueil, résultat de l'ignorance, ou à sa personnalité, résultat de l'orgueil.

L'hérédité seule, en effet, représente l'ordre sans solution de continuité. Sans cet ordre incarné, rien ne peut exister. Qu'importe qu'il soit représenté par un génie, un homme, une chose, un signe ! Un siège même, un trône y suffit. L'essentiel, c'est que l'idée de l'ordre soit toujours présente, permanente et intacte, afin que, par ses rayonnements, on reste sur le chemin de la liberté.

Qu'on adore Dieu en juif, catholique ou protestant, il est et restera toujours ce qu'il est. Il en est de même de l'ordre qui *règne*. Planant au-dessus

des partis, il s'inquiète peu qu'on *gouverne* au nom de l'aristocratie, de la bourgeoisie ou de la démocratie, pourvu qu'il reste toujours ce qu'il est. Quand des astres se touchent il en sort des étincelles; mais que le soleil soit atteint ou changé, non-seulement il n'y aura plus de jour, mais il n'y aurs plus ni lune ni étoiles pour éclairer la nuit.

Le pouvoir donc représentant l'ordre doit être immuable, inviolable, c'est-à-dire chose sacrée et éternelle comme la divinité.

Mais si le pouvoir, comme tel, règne, la liberté doit gouverner.

Le pouvoir comme règne, c'est l'hérédité. La liberté, comme gouvernement, c'est l'élection, représentée par le suffrage universel.

La liberté, en effet, n'est pas immuable. Elle ne peut pas, comme l'ordre, imiter Jéhova disant : *Je serai toujours ce que je suis*. La liberté change

selon les intérêts, le temps, le climat et les mœurs des peuples. L'ordre n'est pas local. Il est ubiquiste, toujours comme la divinité dont il émane. La liberté, au contraire, est le fruit du sol et des mœurs. Elle change de face, de besoins et de langage. Aussi est-elle représentée par l'élection qui est le changement, c'est-à-dire le progrès, la transformation en permanence.

En d'autres termes, l'élection, par le suffrage universel, c'est la démocratie ; le pouvoir par l'hérédité, c'est la monarchie.

Et comme l'ordre seul, représenté par le pouvoir héréditaire, peut dégénérer en despotisme, il doit être nécessairement tempéré par l'élection représentée par la démocratie et la liberté.

EN SORTE QUE L'ORDRE RÉGNE ET QUE LA LIBERTÉ GOUVERNE.

---

Voyons maintenant les objections. J'espère n'en omettre aucune :

Puisque le génie représente l'ordre, pourquoi ne pas admettre le pouvoir électif, afin que le peuple vote toujours pour un homme de génie?

*C'est que précisément jamais homme de génie n'a été et ne sera élu chef du pouvoir par la masse, à moins que, soit par la force, soit par l'hérédité, il n'occupe déjà le pouvoir de fait.*

D'ordinaire la masse ne crée le pouvoir qu'à son image.

Or, la majorité des hommes n'étant guère des

génies, une médiocrité l'emportera toujours sur un homme de premier ordre. Le peuple a des instincts divins pour les principes d'ordre, mais l'individu seul a du jugement et de la raison. La masse, c'est le troupeau du Seigneur ; le génie, c'est le gardien qui s'impose. Qu'on me permette d'abord une comparaison du bon vieux temps de Lafontaine. Les preuves historiques viendront après.

Consultez un troupeau de moutons s'il lui faut un berger et un chien, il y aura unanimité. Mais que sans la volonté du berger ces mêmes moutons soient appelés à se prononcer entre le chien et le loup, qui sont de la même race, il y a cent à parier contre un, qu'ils se prononceraient pour le loup avec son air hypocritement modeste, d'autant qu'il n'aboie pas. Comment ! s'écrierait le loup candidat, vous, pauvres moutons, vous vous laisserez dominer par un berger. Vous ne savez donc pas qu'il n'existe que par vous, qu'il se fait

des habits de votre laine, qu'il se nourrit de votre lait, en un mot qu'il vous exploite comme un vrai tyran qu'il est.

Comment ! vous voterez pour le chien, l'ami, le commensal de votre oppresseur, qui, sous prétexte de vous garder, partage votre laine et votre lait avec le despote. Non, mille fois non. Plus de tyrannie, plus d'exploitation. Votez pour moi, et au lieu d'être tondus, vous tondrez à votre tour le berger et le chien, et ce ne sera que justice.

Le loup en effet serait cru, le berger serait tondu, le chien chassé ; mais au bout de quelques temps il n'y aurait plus ni laine, ni lait, ni moutons. Il n'y aurait que des loups !

Il en sera toujours de même du vote universel. Consultez-le franchement sur le principe du pouvoir, sa réponse sera bien vite faite. Il votera pour le pouvoir héréditaire ; mais qu'après le prin-

cipe il se prononce sur les individus, il ne saurait plus à quel loup se vouer.

Où sont dans l'histoire les grands hommes élus et maintenus au pouvoir par le peuple?

Moïse a-t-il été l'élu du peuple juif qu'il a créé et sauvé?

Non. Il s'est imposé; d'abord par son courage et son génie, puis après, par la force des armes. La masse lui a préféré le veau d'or.

Lycurgue a-t-il été l'élu du peuple?

Non. Pour faire admettre ses lois, de roi qu'il était, il a fallu qu'il abdiquât.

C'est que le peuple n'admet le génie, la supériorité d'un homme qu'à condition que cet homme n'ait point besoin de lui ou qu'il le dompte par la force. La masse ne cherchera jamais un homme de génie pour le mettre à la tête du pouvoir; à

moins qu'il ne lui soit prouvé que cet homme n'a point besoin de ce même pouvoir pour être grand, ou qu'il ne l'occupe déjà au nom d'un droit reconnu

Poursuivons. David a-t-il été élu roi?

Non. Il était l'élu de Samuel, puis chef de partisans victorieux. C'est lui encore qui a installé Salomon. Tous les rois élus, avant qu'ils ne fussent déjà rois de fait, étaient de grandes médiocrités. Le peuple d'Israël a élu Saül, parce qu'il était le plus bel homme de sa tribu.

Qu'à fait le peuple athénien, d'Aristide, de Thémistocle, de Socrate, de Phocion et même de Périclès qui s'est maintenu pendant quarante ans sans se soumettre à l'élection?

Des exilés ou des cadavres.

Ce même peuple a donné des majorités à Colon et à Hyperbolus, absolument comme le peuple de Paris a voté pour Caussidière et Albert.



Le peuple d'Athènes ne serait jamais mort, s'il avait maintenu au pouvoir ses nombreux hommes de génie, ou s'il avait eu un gouvernement héréditaire.

Sparte, avec deux rois héréditaires et des lois anti-civilisatrices, a vaincu toute la Grèce et a duré cinq siècles, juste aussi longtemps que l'hérédité de son pouvoir n'a pas été contestée.

Du moment que la démocratie n'a plus observé la loi de l'hérédité, son seul et unique palladium ; du moment que la liberté dans son ivresse a cru pouvoir se passer de l'immutabilité du principe d'ordre, Sparte fut perdue et toute la Grèce courba la nuque sous le pouvoir héréditaire de Philippe de Macédoine et d'Alexandre, qui fut grand, parce qu'il n'avait pas besoin des votes du peuple d'Athènes.

Le peuple de Rome flotte continuellement entre l'anarchie et la dictature.

Il se prononce tour à tour pour Sylla, Marius et Crassus ; trois scélérats, dont deux médiocrités, qui, à eux seuls, ont commis plus de crimes que tous les rois héréditaires réunis.

Entre César et Pompée, le peuple ne sait à quel loup se vouer.

Si ces hommes eussent été portés comme ministres d'un pouvoir héréditaire et inviolable, ils n'auraient fait que le bien. Comme représentants du pouvoir même, ils étaient condamnés au mal, précisément parce que leur règne était le résultat de la violence et non du droit. Comme principe de liberté, ils eussent pu gouverner ; comme principe d'ordre, il leur était impossible de régner.

Maintenant, qui a choisi de grands hommes pour ministres ? Est-ce le peuple ? Jamais.

Ce n'est pas le peuple qui aurait voté pour •

Colbert. C'est Henri IV qui appelle et maintient Sully, malgré la majorité gouvernementale d'alors. Louis XIII lui-même supporte et maintient Richelieu. Le peuple a insulté Molière, en s'opposant à son enterrement religieux.

Où sont les grands penseurs, les grands hommes d'État vivants, favorisés de la masse? Elle n'a jamais aimé et porté que des tribuns violents ou des médiocrités mielleuses. Son génie, comme vote, va jusqu'à l'homme de la guerre. Le peuple adopte le génie quand il s'impose par la force du fait accompli. Jamais il ne le portera au pouvoir par l'élection.

Pourquoi, m'objectera-t-on en second lieu, pourquoi l'Amérique marche-t-elle avec un pouvoir électif?

*C'est que les nations commencent comme elles finissent et finissent comme elles commencent.*

Elles commencent presque toutes par le pouvoir électif et elles finissent de même.

C'est l'enfance et la vieillesse.

Ce qui est l'enfance pour l'Amérique, serait pour la France, la décrepitude.

Les défenseurs du pouvoir électif, pour une nation du continent, se trompent en ce sens qu'ils prennent la vieillesse pour une seconde enfance.

Tous les peuples sauvages commencent par le pouvoir électif. A mesure qu'ils se civilisent, le pouvoir devient héréditaire. Ceux qui n'ont pas adopté l'hérédité ont tous disparu ; ceux qui ne l'adopteront pas périront par l'anarchie et la guerre civile.

Aucune nation n'a été détruite aussi longtemps que le pouvoir y a été héréditaire et incontesté. La perte des nations date partout du moment où la guerre civile éclate entre ceux qui veulent se partager le pouvoir non pour *gouverner*, mais pour *règner*.

L'Angleterre changeant de religion a changé de dynastie, mais elle a conservé l'hérédité, qui est à la fois son bouclier et son glaive. Avec le pouvoir électif elle n'existerait pas un demi siècle.

Encore , pour donner à la nouvelle hérédité de l'Angleterre la force et le pouvoir de faire le bien, a-t-il fallu que toute cause de guerre civile disparût par la mort du prétendant. Une seconde bataille de *Culloden* ; encore une victoire de guerre civile, et la Grande-Bretagne eût été tôt ou tard ruinée, dépecée, dévorée. Si Napoléon avait eu un Stuart à opposer à Pitt ; s'il avait pu porter la guerre civile en Écosse et en Irlande, jamais soldat anglais n'aurait foulé le sol espagnol et français. Si l'Angleterre avait encore un prétendant légitime, elle n'aurait déjà plus les Indes.

L'antiquité, répondra-t-on , a cependant existé, tant bien que mal, avec un pouvoir électif.

Oui : c'est précisément parce qu'au commen-

cement de la civilisation le pouvoir électif a été possible, qu'il ne l'est plus aujourd'hui.

En effet, les républiques de l'antiquité n'ont été ni commerçantes, ni industrielles, ni pacifiques. Le travail y était représenté par l'esclavage. Les relations internationales reposaient sur le droit du plus fort. Or, pour faire la guerre, soit offensive, soit défensive, il ne faut pas d'*ordre*, mais de la *discipline*; c'est-à-dire de l'obéissance passive.

Le peuple devine partout bien vite le *despote*, mais rarement le *roi* qu'il lui faut. De plus, il aime à pouvoir imputer les revers de guerre à ses chefs, afin de sauver l'orgueil national; ce qui fait, qu'il n'adopte ses héros qu'autant qu'ils ont du bonheur. Il ne juge pas l'homme, mais son succès. Est-ce que le peuple français aurait donné cinq millions de voix à Napoléon le lendemain de la bataille de Waterloo? Jamais!

Cependant, ce n'était pas le génie de l'Empereur qui avait baissé, mais son étoile.

Il n'en est plus de même d'une nation industrielle, littéraire et commerçante, dont le premier principe d'existence est l'ordre permanent, seul garant de la liberté. La prospérité d'une nation repose sur la propriété et le crédit. La propriété, c'est le travail garanti d'hier ; le crédit, c'est le travail assuré de demain. Or, rien n'est garanti avec un ordre mis en doute tous les quatre ans ; rien n'est assuré avec un ordre qui dépend de la vie d'un homme, cet homme s'appelât-il Charlemagne ou Napoléon. Il est impossible de bâtir une maison sur un sol mouvant. Il est impossible de compter sur un pouvoir qui change tous les quatre ans et qui, un beau matin, peut disparaître sans aucun remplaçant.

Le pouvoir est et doit être une abstraction. L'homme qui en est investi n'est pas un individu,

mais une incarnation, le grand prêtre de l'ordre. Dès qu'un homme, si fort qu'il soit, représente le pouvoir, il l'avilit. C'est un soleil sans rayons, un prophète sans auréole. Dès qu'un homme représente le pouvoir, qu'il s'appelle président ou roi, l'ordre de l'état dépend de tout ce qu'il y a de plus bas, de plus périssable dans l'homme, d'un caprice, d'une indigestion, d'une chute de cheval, d'un grain de sable dans l'urètre, comme chez Cromwel.

Le pays qui jouit d'un tel ordre ne produira jamais que des hommes sans caractère et des choses sans durée.

Washington, Franklin, Jefferson étaient les hommes nés et élevés sous l'ordre héréditaire, absolument comme les grands caractères républicains de 89.

Mais où donc sont les grands hommes produits



par l'Amérique depuis qu'elle a un pouvoir électif? Que lui doit l'Europe en échange de la liberté qu'elle lui a enseignée? Rien ! sinon l'exemple de l'esclavage.

On juge l'arbre d'après le fruit.

Eh bien, qu'on me cite depuis quarante ans de l'Amérique un seul fait qui soit digne d'être consigné dans l'histoire de l'humanité; qui, en un mot, prouve l'origine divine de l'homme?

Nation de plagiaires impuissants, l'Amérique n'a ni histoire, ni littérature, ni science, ni poésie. On dirait une vieille âme de mercier dans un jeune corps.

Attendez ! me crie-t-on, attendez ! L'Amérique n'a pas encore donné la mesure de ses forces. Je l'espère. *Quand elle la donnera, elle aura un pouvoir héréditaire.* Si elle était sur le continent, ce serait déjà fait, car elle risquerait d'être dévorée

par les autres nations, qui ne se contentent pas de vendre des esclaves, du coton, et de contrefaire des journaux anglais.

Il est facile de vaincre une république anarchique comme celle de Mexico ; mais que ses Polk et ses Taylor essaient une fois de se frotter, en pays étrangers, contre des Windischgraetz, des Radetzky et des Bugeaud.

---

J'arrive à une autre objection qui est presque devenue banale.

On dit que le suffrage universel n'a jamais le

droit d'instituer un pouvoir héréditaire, parce que ce serait abdiquer ; parce que la génération d'aujourd'hui n'a pas le droit d'engager l'avenir des générations futures.

On admettra, j'espère, que la génération actuelle est la mère de celle à venir, et que les hommes qui instituent un gouvernement, en leur qualité de pères, ont le droit légitime qu'a un père sur son fils. Ni plus ni moins. Or quel est ce droit ? J'apprends à mon fils un état que je crois utile pour son avenir. Suis-je coupable d'avoir usurpé ces droits ? Ce fils peut-il me dire à l'âge de vingt ans que je l'ai trompé ? Non ! libre à lui d'exercer un autre état. Quant à moi, j'ai fait mon devoir.

Comment ! il me serait défendu d'enseigner à mon fils que la terre tourne, parce que lui pourrait un jour trouver une autre cause au jour et à la nuit

Mon fils, lui dis-je encore, pour vivre il faut de l'air, pour prospérer il faut de l'ordre, pour habi-

ter une maison il faut qu'elle soit bâtie sur un terrain solide, et qu'il y ait un toit. Aussi ai-je pris ton héritage, c'est-à-dire le fruit de mon travail, pour te bâtir une maison selon les règles que je t'indique; faudrait-il que je m'abstins parce que ce fils, une fois grandi, pourrait vouloir s'amuser ou être assez sot pour bâtir une maison sans fondement, pour gaspiller son temps et sa fortune dans l'inactivité et les passions, ou bien encore vouloir essayer de vivre sans respirer l'air?

C'est absolument ce que fait le suffrage universel d'aujourd'hui au suffrage universel de demain.

Mon fils, lui dit-il, de cruelles expériences m'ont appris que pour prospérer il faut un gouvernement d'ordre et de liberté. Ces deux éléments sont aussi nécessaires à l'état que l'air et le mouvement à l'individu. Les mêmes expé-

riences m'ont encore appris qu'une monarchie sans liberté dégénère en despotisme, de même que la démocratie sans pouvoir héréditaire dégénère en anarchie et guerre civile. Après avoir passé par une série de tâtonnements, d'épreuves, de calamités, de guerres et de malheurs, j'ai découvert cette vérité : que pour bien instituer un gouvernement, il faut d'abord une base héréditaire pour l'ordre et le système électif pour la liberté.

Je te lègue un tel gouvernement, que j'ai aidé à fonder après bien des peines, des chagrins et des pertes ; conserve-le comme la prunelle de tes yeux. Libre à toi de le changer, libre à toi de faire de nouvelles expériences. Quant à moi, je te prédis des malheurs sans fin, peut-être la mort et le néant ; à moins que par ton génie, par des lois divines nouvellement découvertes, tu ne parviennes à créer un gouvernement absolu, soit électif, soit héréditaire. C'est ton affaire. Quant à moi, je prends Dieu à témoin que j'a<sub>1</sub>

fait mon devoir, que j'ai exercé un droit divin et que j'aurais été mauvais père, mauvais citoyen. si je ne l'avais pas fait.

Oui, le père d'aujourd'hui serait coupable et lâche s'il ne faisait pas tout son possible, s'il n'employait pas toute sa raison, tout son courage, pour léguer à son fils, par des voies exclusivement légales, un gouvernement fort et stable, libre et grand, à moins que ce père ne préfère n'avoir pas de fils du tout, arrêter le temps, l'histoire et l'éternité, de peur d'être appelé *Réactionnaire*.

Non seulement le suffrage universel doit et peut instituer un pouvoir héréditaire, mais encore, sans ce pouvoir, le suffrage universel ne jouira et ne saura jouir de ses droits.

C'est ce qui me sera facile à prouver.

Nous savons que le suffrage universel représente la liberté.

Si l'on demande pourquoi il représente la liberté plutôt que l'ordre, je répéterai, — car le vrai n'a pas besoin d'être nouveau, — que l'ordre immuable tourne, comme la terre, autour de son axe, et qu'il est le même dans tous les temps, dans tous les pays. La liberté, au contraire, variable dans la nature, depuis le brin d'herbe jusqu'à l'Alpe, change selon le pays et le terrain. Cette liberté variable n'existe que grâce à l'ordre immuable et régulier des constellations. Il existe à ce sujet une légende rabbinique d'un sens profond.

« La lune, dit le Talmud, était jadis un astre indépendant du soleil; mais, à peine en fonction, elle se révolta pour usurper la place du soleil. Dieu, alors, voyant que toute sa création était compromise par l'égoïsme de la lune, décréta sa chute, afin que, recevant sa lumière du soleil, elle perdit la puissance de troubler l'ordre universel. »

Il en est absolument de même de l'ordre moral et politique.

Etant à la fois le point de départ, le commencement, le centre d'irradiation de la société, l'ordre représente, avant tout, le devoir.

La liberté, au contraire, n'existant et ne se développant que grâce à l'ordre, représente le droit.

En effet, la société repose tout d'abord sur le devoir. Le droit ne commence qu'après l'accomplissement du devoir. La cause primitive de toutes les perturbations politiques est uniquement dans l'interversion du droit et du devoir. Toutes les révolutions se font au nom du droit, qui commence par empiéter sur le devoir et finit par le nier tout-à-fait. L'ordre ne se rétablit nulle part qu'en vertu du devoir, de l'accomplissement duquel découle le droit.

La liberté donc, personnification du suffrage



universel, représentant le droit, ne vient qu'après l'institution de l'ordre, personnification du devoir.

LE DEVOIR RÈGNE D'ABORD : LE DROIT NE GOUVERNE QU'APRÈS.

Donc le suffrage universel ne saurait jouir de ses droits qu'après l'accomplissement de son devoir, en instituant l'ordre par un pouvoir héréditaire. Il ne peut ni le nier, ni le révoquer, sous peine de se suicider.

Est-ce à dire que le suffrage universel soit infaillible même pour la liberté, c'est-à-dire pour gouverner?

Nullement ! Cela n'est même pas nécessaire, aussi longtemps qu'il reste dans ses attributions. Tel qu'il est institué et ne pouvant agir que par délégation, le vote universel commettra encore bien des erreurs ; mais le bien s'y trouve toujours à côté du mal. La liberté peut elle-même corriger

ses fautes et réparer ses erreurs, tandis qu'une seule atteinte frappant l'ordre, plonge le pays dans un abîme de malheurs.

Il peut y avoir des perturbations et des révolutions dans le gouvernement, dans l'administration et même dans plusieurs provinces ; pourvu que le pouvoir reste intact, le mal sera bien vite réparé.

Il y a dans la nature des tremblements de terre, des tempêtes et des écroulements. Mais quand le firmament craque, quand l'ordre des constellations est troublé, quand le soleil se pervertit, la nature entière menace ruine. Les écluses de l'Océan s'ouvrent et disparaissent ; le continent s'affaisse et s'engloutit, la terre et le ciel s'embrassent dans un déluge de pleurs et les humains, submergés, brisés, écrasés, vont se perdre dans l'immensité du néant.

Une des causes des malheurs politiques est l'igno-

rance. Les hommes ne se connaissent pas, et parce qu'ils ne se connaissent pas, ils ne s'entendent pas. Le suffrage universel, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, ne porte pas encore de grands fruits, parce que les électeurs ne connaissent pas leurs élus et parce que la masse juge en dernier ressort. Pour que le vote universel rende de véritables et de grands services, il faudrait qu'il fût organisé jusque dans le dernier hameau. Le paysan distingue facilement l'homme de bien et de sens de son village. Il voterait pour lui en connaissance de cause, s'il lui était permis de le nommer. Il faudrait donc que, dans les campagnes, chaque commune, et dans les villes chaque rue pût élire ses électeurs. Ceux-ci, réunis en groupes, et après s'être bien concertés, pourraient élire leurs députés. Il faudrait même que les collèges électoraux fussent établis selon une certaine série de communes et que les électeurs élus fussent astreints à rendre compte de leurs choix à leurs premiers commettants. Il ne faudrait surtout pas qu'on ne pût voter

pour un homme de mérite, par la raison qu'on allègue souvent qu'il n'a pas de chances pour arriver.

---

De faux esprits ont prétendu que le suffrage universel emporterait tôt ou tard le pouvoir héréditaire, ou que le pouvoir héréditaire empiéterait lui-même sur le vote universel pour le supprimer....

De prime-abord, cette assertion ressemble quelque peu à cet axiome : Le meilleur moyen de vivre en paix avec son père et son frère, est — de ne pas en avoir du tout.

Quoi? le vote universel emporterait le pouvoir héréditaire institué par lui! Dans quel but? Pour régner seul? Autant dire que des colons, après avoir bâti des maisons, vont les démolir pour camper dans la rue.

Est-ce qu'une assemblée souveraine n'est pas cent fois plus dangereuse, plus despotique, qu'un pouvoir héréditaire? Faut-il citer la *Convention*, ou bien les assemblées souveraines de l'antiquité? Point n'est besoin. Absolutisme pour absolutisme, un pouvoir héréditaire absolu est encore préférable à une assemblée absolue. Voltaire l'a déjà dit : Mieux vaut être dévoré par un lion, que par des milliers de rats.

Que le suffrage universel institue un autre pouvoir révocable à côté d'une assemblée, dans ce cas il n'y a qu'un mal, qu'un danger de plus. C'est la guerre civile érigée en loi organique; une machine trainée par deux coursiers, dont l'un tire

à droite, l'autre à gauche, dont le plus faible arrête d'abord l'élan du plus fort, jusqu'à ce qu'il en soit écrasé.

D'autre part, le pouvoir héréditaire, loin d'empiéter sur le vote universel, son meilleur pilote, ne songera qu'à la définition régulière de ses attributions et de ses droits. Pour tempérer la première fougue de ses mouvements, il aura, toujours par la même organisation, une seconde Chambre, une Haute-Cour de politique et d'administration. Je l'ai déjà dit, je le répète, Sparte a duré cinq siècles avec ce gouvernement, malgré son Code Draconien, malgré ses lois antipathiques au progrès de la civilisation et contraires à la nature.

Outre que le pouvoir héréditaire, acclamé par le vote universel, ne trouvera pas de levier pour l'ébranler, il n'est pas de son intérêt d'empiéter sur lui. Malheur au pouvoir qui s'installe par des voies illégales ! Il périra par le même principe.

Un gouvernement qui ne fait pas le bien , n'a aucune raison d'être et disparaît tôt ou tard. Or, un pouvoir révolutionnaire est incapable du bien ; attendu que , forcément, il songe tout d'abord à sa propre conservation, plutôt qu'à la grandeur, qu'à la prospérité du pays. On ne bâtit pas une ville sur la gueule d'un abîme. Du moment qu'un pouvoir s'établit sur la pente d'une révolution, il roule de chute en chute, de ricochet en ricochet, jusqu'au fond du gouffre.

De Casimir Périer il tombe sur Thiers, de Thiers sur Lamartine, de Lamartine sur Ledru-Rollin, de Ledru-Rollin sur Barbès, de Barbès sur Raspail, de Raspail sur Chenu.

Du moment , au contraire, qu'on s'arrête pour remonter la pente, il faut marcher jusqu'au faite du pouvoir héréditaire , de peur d'une rechute beaucoup plus dangereuse que la chute première.

Ce n'est pas l'hiver qui détruit les germes et les

fleurs du printemps, mais un givre de mars après une chaleur trompeuse de février.

---

J'arrive enfin à la dernière objection. On a dit et répété à satiété que la forme gouvernementale de la République est chose indifférente, que la révolution de février est avant tout une révolution sociale. Or, il n'est pas de révolution sociale. On transforme, on renverse un gouvernement en quatre jours, en quatre heures même, mais pour transformer une société, quatre siècles ne suffisent pas. La société est pour ainsi dire l'emplacement d'un gouvernement quelconque. Cet emplacement inébranlable peut être chargé de ruines et de dé-



combres, on peut le rendre stérile, mais on ne le renverse pas. Il est vrai qu'il peut être miné, excavé, mais alors le déluge qui monte noie tous les premiers, ceux-là mêmes qui croient lui avoir creusé un lit. C'est une des plus grandes erreurs de croire qu'une révolution puisse produire une amélioration sociale directe, qui ne soit l'effet du temps et de la forme gouvernementale qu'il amène. Une expérience de six mois a prouvé que la révolution de février a fait plus de tort au socialisme que dix-huit années de paix et d'ordre lui ont fait de bien. On a beau répéter que février a émancipé le travail du capital. Erreur. Cette émancipation proclamée avant cette révolution, a été reculée par elle pour longtemps. L'histoire du travail et du capital depuis un an, est absolument l'histoire de l'âne et du cheval.

L'âne succombant sous son fardeau priait son compagnon le cheval de venir à son secours et de lui enlever la moitié de sa charge. Le cheval

égoïste et orgueilleux, loin d'écouter la voix gémissante de l'âne, part au galop, hennissant et regimbant. Qu'arriva-t-il ? L'âne succomba. A l'instant le propriétaire arrête le cheval, l'attelle à une charette, y met le fardeau, l'âne par dessus, et voilà le cheval qui traîne tout seul et la charrette et le fardeau et l'âne.

L'âne c'est le travail, le capital c'est le cheval. Celui-ci, il est vrai, expie son orgueil et son impudence ; mais l'âne, hélas ! a crevé.

Il n'y a plus de travail. Maintenant, les socialistes sont-ils de force à en créer ? Au contraire ! Plus il y aura des socialistes, moins il y aura du travail ; plus ils crieront contre l'exploitation du capital, moins il y aura d'argent ; plus l'intérêt de l'argent montera, plus y il aura d'usure et d'exploitation, plus il y aura de misère.

En outre, plus il y aura de communistes, moins

il y aura de quoi mettre en commun. Ils n'ont qu'à parler, et la propriété perd la moitié de sa valeur ; ils n'ont qu'à agir, et elle disparaît complètement. Un communiste n'a de valeur qu'autant qu'il reste seul. Dès qu'un autre est de son opinion, il perd la moitié de son prix. Le maître ne peut exister qu'à condition de n'avoir pas de disciples. Le communisme, c'est la misère progressive qui conduit forcément à l'anthropophagie.

Un communiste qui écrit contre le paupérisme, c'est un plaideur qui crie contre les avocats. Plus il y aura de plaideurs, plus il y aura d'avocats. Plus il y aura de communistes, plus il y aura de pauvres. Ce n'est pas en attaquant la propriété que les pauvres deviennent riches, car la propriété, comme la bague enchantée, disparaît dès qu'une main sacrilège y touche. Pour que la propriété disparaisse, il faut qu'il y en ait tant qu'elle perde toute valeur. L'émancipation du travail n'est possible que par l'abondance du ca-

pital. Qu'on fasse une fois pour toutes un essai de la communauté. Qu'on mette toute une province avec ses capitaux et son travail en commun. On verra bientôt que le travail forcé, loin de produire du capital, c'est-à-dire du superflu, de la semence d'avenir, ne produira que le strict nécessaire, et que le plus riche des communistes sera cinq fois plus pauvre que le plus pauvre travailleur dans notre société. L'âne crevera plus que jamais, mais il n'y aura plus de cheval pour traîner son fardeau et se charger de sa peau.

Pour organiser le travail, il faut avant tout soutenir et augmenter le capital, qui est le travail accumulé du passé. Pour organiser le capital, il faut du crédit, qui est le travail accumulé de l'avenir. Pour organiser le crédit, il faut l'ordre, seule garantie entre le travail du passé et le travail de l'avenir. Pour instituer l'ordre, il faut un pouvoir héréditaire.

Donc la première chose à faire, c'est d'instituer

un pouvoir d'ordre et de liberté qui inspire la confiance et appelle le crédit. Avant de meubler une maison, il faut la bâtir, l'établir sur des bases solides et l'achever jusqu'à la toiture. Le capital, le travail, le crédit ne forment que l'ameublement plus ou moins riche de l'état politique, qui est la maison.

Encore quelque temps et les vrais socialistes, ceux qui s'attachent aux réformes sociales possibles verront qu'ils n'ont pas de plus cruelle ennemie que la démocratie. Le socialisme et la démocratie sont deux éléments semblables qui ne s'assimilant pas, s'entredétruisent forcément. *Similia similibus*. Le socialisme pacifique et organisateur ne peut aboutir que dans un pays où le pouvoir solidement établi ne craignant aucune idée, ne servant aucun parti, ne reculant devant aucun homme, est prêt à tout instant à discuter les hommes et les idées, afin d'en prendre le bien et d'en prévenir le mal.

Pour la république démocratique, le socialisme est une trompette de Jéricho; pour le pouvoir héréditaire il deviendra un clairon.

Il n'y a que les contrastes qui s'assimilent et qui produisent le beau, le bien et l'utile.

Il en est de même de tous les républicains. En attaquant le pouvoir héréditaire, non seulement ils compromettent les intérêts du pays, mais ils se méprennent même sur leurs propres intérêts. En effet, dans une monarchie héréditaire, le suffrage universel les élèverait forcément, sinon au pouvoir, du moins à une certaine hauteur, comme contrepoids naturel du principe monarchique. Dans une république démocratique, au contraire, de peur qu'elle ne dégénère en démocratie absolue, le vote universel portera toujours leurs adversaires et les portera directement au pouvoir.

Voyons plutôt ce qui se passe depuis février.

Jamais les républicains n'ont été si bas, si peu influents que depuis l'établissement de la république. Ceux-là même qui ont du talent sont éclipsés, effacés, annihilés. On a dit qu'ils étaient impuissants, nuls, médiocres. Il n'y a point de talent qui tienne contre la logique d'un principe vrai. M. de Lamar tine, le général Cavaignac n'ayant pas compris cette force, ont péri. M. de Girardin, lui-même, malgré son génie, malgré son admirable talent administratif n'y tiendrait pas deux mois. M. de Girardin se trompe sur la puissance absolue du génie. Comme opposition, le génie puise sa force dans la faiblesse de l'adversaire ; mais comme organisation, le génie n'a du pouvoir et de la durée qu'autant qu'il donne une forme et insuffle la vie à tous les principes innés d'une nation. Les racines d'une nation sont ses principes de pouvoir et d'ordre. *Principe* veut dire *commencement*. C'est selon ces principes, vrais ou faux, qu'elle se développe. C'est selon la force et la profondeur des racines que se modèlent les troncs et les bran-

ches. On peut couper ces branches, au lieu de les élaguer ; c'est-à-dire faire une révolution à la place des réformes — ce qui est déjà un mal — on peut encore les enter, c'est-à-dire changer d'hérédité ; mais vouloir extirper les racines, c'est vouloir créer une autre nation ; c'est défricher une forêt de hautes futaies pour en faire un champ de noisettes ou de pommes de terre.

M. de Girardin se trompe encore sur le génie, comme attribution. Le génie n'est pas une *personnalité*, mais une *personnification* ; en d'autres termes, le génie n'est pas un droit, mais un devoir. Un homme de génie ne se dit pas : je veux faire cela, fût-ce le bien, parce que je le *puis*, mais parce que je le *dois*. J'admets que M. de Girardin soit assez fort pour faire marcher le pouvoir électif, pendant son administration, il n'en irait que plus mal après sa retraite. La gloire de M. de Girardin y gagnerait, mais la France, certes, y perdrait. Or, cette supposition même est fausse. Si fort



que soit un Gouvernement, *quand le pouvoir est un homme, cet homme n'a pas assez de pouvoir* pour préparer l'avenir glorieux de son pays, et le fonder sur une base durable et solide. Cromwel sentait bien que son œuvre allait périr avec lui. Napoléon, pour cette même raison, a proclamé l'hérédité de sa race. En vain. Tout ce que les grands hommes d'Athènes et de Rome ont fait pendant leur court règne est tombé en poussière dès qu'ils ont quitté le pouvoir. Où sont les bienfaits laissés à l'humanité par Aristide, Phocion, Épaminondas, Pélopidas, Publicola, Scipion et Caton ? La Grèce n'existe que par les écrivains du temps des rois — Homère, Hésiode — et par le règne de Périclès, véritable usurpateur, puisque, durant quarante ans, il ne s'est pas soumis à l'élection du peuple. Rome, comme centre de l'humanité, date de l'Empire. Auguste, Titus, Marc-Aurèle, sont les représentants de la civilisation romaine. Certes, Néron et Tibère sont d'exécrables tyrans ; mais le peuple, sous leur règne,

était, sans contredit, quarante fois plus heureux que sous Sylla, Marius, Pompée et César. Tacite lui-même n'aurait pu vivre sous Marius. S'il avait existé, il aurait été bourreau ou victime; mais juge — jamais!

Que M. de Girardin me cite donc les grands faits passagers des pouvoirs électifs et de leurs ministres; je lui laisse le choix entre la Pologne, l'Empire allemand et l'Amérique, me réservant le droit de lui opposer les bienfaits réels et durables des pouvoirs héréditaires.

Il me dira que l'élection porte rarement un homme fort au pouvoir, surtout un homme de paix et d'organisation: c'est vrai. Les assemblées, ainsi que les masses, subissent, mais ne portent jamais le génie. Or, c'est là précisément l'avantage de l'ordre héréditaire. Non-seulement un homme de génie peut naître sur le trône; non-seulement le pouvoir héréditaire prend son-

vent pour ministre un homme de caractère et d'initiative, mais encore, dans certains cas, *il peut s'en passer*; tandis que le pouvoir électif, non-seulement meurt dans les mains d'une médiocrité, mais entraîne tout le pays dans sa chute certaine, qui n'est qu'une question de temps.

Je crois, pour ma part, que M. de Girardin, à lui seul, est pour le moins aussi fort que les hommes d'État réunis qui ont gouverné depuis février. Tôt ou tard on sera forcé d'accepter toutes ses idées sur la réforme du budget. Mais dans ce moment M. de Girardin ampute des jambes et des bras à un corps gangrené. Si demain, il était nommé président du conseil, voire président de la République, pourrait-il, grâce à ses réformes administratives, réintégrer le Pape sur son siège, et ordonner en même temps à l'Autriche de quitter à tout jamais la Lombardie, afin de constituer la Confédération italienne? La Russie s'allierait-elle avec la république de M. de Girardin, pour neutraliser l'influence anglaise en

Orient, et pour empêcher l'Autriche de peser trop sur l'Allemagne? La Prusse, la Belgique, les petits États maritimes ne préféreraient-ils pas une alliance, soit avec la Russie, soit avec l'Angleterre, contre la République, qu'avec la République contre l'Angleterre? Ou bien, M. de Girardin, se confiant dans le principe de non-intervention, et désarmant dans l'intérieur, laisserait-il l'Europe monarchique former sa coalition passive contre la République; coalition mille fois plus dangereuse que la guerre ouverte? Avec quel pays le président ou le ministre de la République ferait-il des traités de commerce? Avec l'Amérique? Et si la marine anglaise s'y oppose? Et si l'Angleterre fait une descente en Algérie?

Heureuse la République si elle ne perd que l'Algérie!

Il est vrai que la Suisse pourrait lui rester fidèle.

Je défie un pouvoir électif, en France, de faire un pas sans broncher. Je le défie de vivre, qu'il fasse la paix, la guerre ou rien du tout.

L'Europe régénérée laissera la République de M. de Girardin cuire dans son jus, absolument comme celle de M. Bastide. Le jus serait plus précieux, il grillerait plus fort et plus longtemps mais il finirait, tôt ou tard, par se réduire à zéro.

Que la République, au contraire, se donne un pouvoir héréditaire. A l'instant les intérêts des puissances européennes se divisent et se déplacent. N'étant plus réunis contre le principe révolutionnaire du gouvernement français, les intérêts naturels reprendront le dessus, et la France, dès ce moment, deviendrait la clé de voûte d'une alliance continentale.

Dès que la France n'aura plus à craindre ni guerre civile, ni révolution, elle sera la maîtresse du monde. Dès lors elle peut faire la guerre, c'est-à-dire imposer la paix, désarmer et procéder à la réforme du budget. Dès lors enfin, mais alors seulement, les hommes comme M. de Girardin lui seront utiles et nécessaires.

Pourquoi nous le cacher ? On ne guérit pas un mal en le couvrant d'un manteau de pourpre. Avec un pouvoir électif révolutionnaire, la France abdique et fait son testament comme puissance continentale. C'est Charles-Quint qui, de son vivant, prend la mesure de son cercueil et s'y couche pour boire à la santé de la mort. Que le suffrage universel garde son pouvoir électif en guise de mausolée, mais qu'il y grave l'inscription suivante :

CI-GÎT LA NATION FRANÇAISE SUICIDÉE.

Même pour l'intérieur, le suffrage universel, comme extrême de liberté, ne saurait exister et produire le bien qu'en se réunissant avec l'extrême de l'ordre, qui est le pouvoir héréditaire. Dire que la démocratie absolue peut s'accorder avec un pouvoir électif de quatre ans, c'est méconnaître les lois de la nature. Tôt ou tard, elle dépassera cette ligne neutre et factice pour s'arrêter, soit à l'anarchie, soit au despotisme.

Pourquoi le ferait-elle? me demandera-t-on. *Parce qu'elle le peut.* Un homme, si fort qu'il soit, ne fait pas tout ce qu'il peut. Un homme peut être philosophe et observer le dicton d'Apollon : *Rien de trop.* Encore c'est très-rare. Mais un peuple souverain *fait tout ce qu'il peut.* Un peuple abandonné à sa souveraineté absolue, va, tôt ou tard, jusqu'au bout de l'extrême.

C'est dans ce but qu'il se garde bien de mettre lui-même un homme fort à l'autre extrême, pour le contenir. Les chefs élus par le peuple sont, dans toute l'histoire, des hommes faibles, que la masse élève un instant, sachant bien qu'elle n'a qu'à faire un mouvement pour les renverser. Dans un moment donné, le peuple par ses assemblées se moquera toujours des fictions d'un pouvoir éligible et révocable, à moins que ce pouvoir ne soit pour lui une loi préconçue, une religion, le représentant de ses devoirs et de ses droits.

*De ses droits surtout ; car le pouvoir héréditaire*

*est le seul palladium, l'unique et éternel préserveur des libertés et des droits du peuple.*

La majorité des Français, y compris ceux qui ont de l'esprit, sont si peu logiques, si éloignés des principes d'ordre de la nature et de la morale, qu'aux premiers mots du pouvoir héréditaire, ils vous appellent : légitimiste, réactionnaire, absolutiste. Ils ne comprennent pas qu'aucun principe n'existe en sa propre faveur ; que l'hérédité du pouvoir, loin de songer à son intérêt, n'a été créée que pour la liberté, le progrès et le bonheur des peuples ; que le républicain exclusif, le bourgeois révolutionnaire, soi-disant libéral, défendant partout et toujours la démocratie absolue avec un pouvoir électif, sont les seuls suppôts involontaires de la tyrannie et du despotisme. Ils ne comprennent pas que tous les malheurs de la France viennent de la violation de ce principe divin, de la rupture de cette clé de voûte de tout état libre et prospère. Ils ne comprennent surtout pas que



ceux qui défendent ce principe sont de meilleurs patriotes que les républicains exclusifs, non parce qu'ils aiment *plus* leur pays, mais parce qu'ils l'aiment *mieux* qu'eux.

J'ai toujours rendu justice aux démocrates. Il est parmi eux de nobles cœurs qui sacrifieraient tout à la patrie, même leur vie. Mais les plus forts d'entr'eux ne sont, hélas ! que des Samson, prêts à s'enterrer sous les ruines de la France.

Or, il ne s'agit pas de *mourir*, mais de *vivre* pour son pays, et surtout de le faire vivre. C'est ce que les démocrates n'ont jamais su; c'est ce qu'ils ne sauront jamais !

D'autres vous disent que la France a aboli l'hérédité, qu'il ne faut plus y songer, que la Constitution est faite.

Et qui a fait la Constitution ? l'Assemblée nationale. Soit. Je la respecte et lui rends justice.

Mais cette Assemblée, ou celle qui lui succèdera, n'a-t-elle pas le droit de soumettre à la sanction du peuple cette Constitution, de la corriger, de la mettre légalement au diapason du pays, dès que la nation en aura reconnu les défauts et les vices ?

Quoi ! il serait défendu de guérir un malade, parce que le médecin, de peur de se contredire, persiste dans une erreur qui compromet la vie de son client ? Comment, il vaudrait mieux, selon le mot de Molière, mourir selon la doctrine que de corriger la doctrine même ?

La France, après tout, maîtresse d'elle, est libre d'élire des représentants qui défendent les principes de sa conservation. Elle peut bien ne plus députer des docteurs entêtés qui, par leurs drogues, l'ont mise à deux doigts de la mort. La France, par le suffrage universel, non-seulement a le droit de revoir sa Constitution, mais encore

c'est son devoir, comme je crois l'avoir prouvé. La loi de la conservation du peuple est seule la loi suprême. Tôt ou tard la France sera convaincue que sa liberté, son avenir, sa nationalité dépendent uniquement du pouvoir héréditaire; que ce principe, loin d'être égoïste, absolu et exclusif n'existe que pour la conservation et l'assimilation de la liberté, fille chérie de l'ordre; qu'enfin ce principe, comme celui de la divinité, a été, est et restera la source de tout ce qui se fait de bien, de grand et d'immortel dans l'humanité.

Il est étonnant que les hommes auxquels Dieu a donné la nature pour grammaire gouvernementale, aient toujours songé à sortir des règles et à se gouverner en dehors des voies divines simples et toutes faites.

Rien, en effet, n'existe dans la nature que par l'alliance des contrastes. Le moindre atôme est

composé de deux éléments qui semblent s'exclure et qui s'assimilent, précisément à cause de ces dissemblances. La journée est une alliance inséparable du jour et de la nuit; l'année est un composé de saisons extrêmes avec leurs transitions; l'amour est l'assimilation de deux sexes différents; l'harmonie est l'effet de deux dissonnances; la couleur est un amalgame de rayons divers; le ciment le plus fort, la chaux, est la réunion du feu et de l'eau; l'homme, enfin, est un composé du ciel et de la terre, de l'âme et de la matière. Nul élément absolu ne produit le bien; de plus, nul élément ne se conserve que par son opposé, par son contraste. La nature, en vérité, n'est qu'une action et une réaction en permanence. Pourquoi, alors, en serait-il autrement du monde moral? pourquoi veut-on, contrairement à toutes les lois divines, qu'une forme politique absolue produise le bien et se conserve toute seule? Où est la démocratie pure, l'égalité absolue qui se soit conservée, qui ait pu se maintenir un

instant, qui ait produit du véritable bien? Le pouvoir de la démocratie absolue n'a été nulle part qu'une machine de guerre, souvent nécessaire, mais jamais conservateur, producteur, créateur. Qu'on me montre dans le domaine physique et moral, excepté Dieu ; qu'on me cite un seul principe, une seule vérité qui ne soit le centre de réunion de deux faces extrêmes !...

Pourquoi donc la démocratie, afin de créer et de se conserver, ne cherchera-t-elle point son unique contrepoids, son contraste harmonique dans l'hérédité du pouvoir? Pourquoi le cœur voudrait-il exister sans la tête, l'imagination sans la raison? La démocratie, en effet, est le cœur d'une nation, la monarchie doit en être la tête. Pourquoi enfin ne trouverait-on pas le point de réunion, le centre de gravité entre ces deux éléments faits pour s'allier en un seul, afin de produire le bien, le beau, le noble, le grand, l'utile, la paix, l'ordre, la liberté, et toutes les prospéri-

tés, et toutes les splendeurs, et toutes les grandeurs qui en découlent ?

Se peut-il que des intérêts mal compris, des consciences mal inspirées empêchent les hommes de vouloir le bien de tous ? Où est l'intérêt du peuple, des travailleurs, à repousser un pouvoir qui lui permet de s'occuper largement de son présent aussi bien que de son avenir ? Pourquoi les partis restent-ils au seuil d'un temple, où il y aurait place pour tous, si l'on voulait y entrer pacifiquement et qui ne peut leur servir que d'ossuaire s'ils persistent à se combattre devant la porte à laquelle les vainqueurs mêmes sont forcés de tourner le dos ? O que la France serait grande et belle, si un seul jour, une seule heure les Français écoutaient la voix de la raison et de l'expérience. Voyez l'Europe. Nulle part vous ne trouverez un pays aussi uni, aussi compacte, aussi parfait que la France. Tous les contrastes s'y trouvent réunis. Elle a la terre et la mer, le nord et le sud, l'oli-

vier et la pomme, la vigne et le froment, elle joint la chaude imagination de l'Orient au jugement froid de l'occident ; elle a une capitale faite pour être le foyer ardent de toutes les idées, de toutes les nationalités. On peut dire sans forfanterie que Dieu , en créant la France , a fait son chef-d'œuvre. Il n'y a qu'un seul fléau, une seule guerre qui empêche la France de remplir toute sa mission, de donner toute la mesure de sa force. C'est la guerre entre la démocratie et la monarchie. Encore quelques années de cette lutte, n'importe de quel côté la victoire se déclare, et la France si riche, si belle, si noble, si ardente pour le bien, sera la dernière des nations, appauvrie, enlaidie, endolorie, déchirée, partagée enfin en tronçons sanglants, dont les membres mourants seuls palperont en guise de cœur.

Français ! ouvriers, bourgeois, représentants du peuple, frères et concitoyens, c'est à vous, c'est à votre loyauté, c'est à votre courage d'empêcher

ces calamités Soyez vrais, soyez francs, n'ayez pas peur de vos propres pensées, soyez ce que vous êtes, dites ce que vous pensez, faites ce que vous croyez, et vous sauverez non-seulement la France, mais l'Europe, mais l'humanité entière. Vous ne devez, vous ne pouvez pas déchoir. La France n'existe, ne brille qu'au premier rang. Au second rang, elle n'est plus rien. C'est un génie tombé, un dieu déchu.

Devant vous, vous avez la mort et la vie.

La mort, si vous persistez à être exclusifs, à vouloir une démocratie ou une monarchie absolue, c'est-à-dire un cœur sans tête ou une tête sans cœur.

La vie, si vous les réunissez ensemble, pour former un corps, un pouvoir fort et héréditaire, toutes les idées d'ordre de la tête, réunies à toutes les libertés, à toutes les aspirations du cœur!

Choisissez!









3 9004 03536694 4

